

**Demande d'autorisation d'extension des activités de
traitement des déchets industriels**

SOLAMAT-MEREX

ZI de Fos-sur-mer (Bouches du Rhône)



ENQUETE PUBLIQUE

**relative à la demande formulée par la société SOLAMAT-MEREX, d'extension
de l'autorisation d'exploiter des activités de traitement des déchets industriels
dangereux et non dangereux au titre des installations classées pour la
protection de l'environnement au sein de son établissement de Fos-sur-mer**

**Décision n° : E20000069/13 du 25 novembre 2020
de Madame la Première vice-présidente du Tribunal Administratif de Marseille
&**

**Arrêté préfectoral portant ouverture et organisation de l'enquête publique,
établi par Monsieur le Préfet des Bouches du Rhône le 18 février 2021**

ANNEXES au rapport

Liste des annexes au rapport

1. Publication de l'avis
 - Annonces presse
 - Affichage
 - Autres annonces
2. Diaporama support des réunions publiques
3. PV de synthèse
4. Mémoire en réponse du responsable du projet

1. Publication de l'avis

Annonces presse

- Parution LA PROVENCE du 2 mars 2021
- Parution LA MARSEILLAISE du 2 mars 2021
- Parution LA PROVENCE du 25 mars 2021
- Parution LA MARSEILLAISE du 25 mars 2021

Affichage

- PV Constat d'affichage SOLAMAT-MEREX
- Certificat d'affichage « 3km » mairie Fos-sur-Mer

Autres annonces

- Bulletin municipal n° 311 de la mairie de Fos-sur-Mer
- Publication sur le site internet MARITIMA Media

12 La Marseillaise / mardi 2 mars 2021

PROVENCE

SAINT-CHAMAS
Observer un couple de cigognes
sans les déranger

« Miss cigogne a retrouvé le site de la Poudrerie pour y venir nicher en toute tranquillité et son compagnon vient de la rejoindre », indique le Gipreb, syndicat mixte de l'Étang de Berre sur son site internet. Avec le syndicat intercommunal à vocation unique SI de l'ancienne poudrerie de Miramas Saint-Chamas (Sianpou), l'établissement a installé une webcam grâce à laquelle on peut suivre les allées et venues du couple de volatiles.

« Il ne reste plus qu'à se partager les informations (arrivées d'autres cigognes...) », précise le Gipreb qui incite les observateurs à lui passer des messages et « peut-être aussi à trouver des petits noms » aux deux

cigognes qui ont l'air fort occupées.

À voir sur <https://etangdeberre.org/actualite/notre-amie-la-cigogne-est-arrivee-sur-son-nid/>

MIRAMAS
Conférence en ligne sur la sculpture
gothique

Jean-Philippe Lagrue, archéologue donne une conférence ce mercredi 3 mars à 15h sur le thème « La sculpture gothique rayonnante : tympans ornés et statuaire ». La sculpture gothique se développe en même temps que l'architecture gothique, dans un contexte historique particulièrement faste explique la municipalité. « Régénérée par une nouvelle

perception de l'homme et une attention portée à la sculpture grecque, la sculpture gothique envahit dès lors toutes les parties de la cathédrale. »

Inscription obligatoire sur <https://bit.ly/37XhtTo>

ARLES
Incubateur d'entreprises

À ceux qui ont un projet d'entreprise dans le champ de l'économie sociale et solidaire, même au stade de l'idée, la Ville d'Arles indique qu'elle peut les accompagner grâce à son incubateur d'entreprises, Inter-Made. Si le projet est accepté, le dispositif propose son aide dans les démarches. Jusqu'au 23 mars sur le site internet intermade.org.

ANNONCES OFFICIELLES
HABILITE A PUBLIER PAR ARRETE PREFECTORAL

Marseille

Marché publics :
cdelepine@lamarseillaise.fr

Vie des sociétés :
ipp@lamarseillaise.fr

Martigues

martiguespub@lamarseillaise.fr



AVIS AU PUBLIC

METROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE
Clôture de la concertation relative à l'élaboration
du Règlement Local de Publicité Intercommunal
du Territoire Marseille Provence

La concertation sur l'élaboration du Règlement Local de Publicité Intercommunal, ouverte depuis l'engagement de la procédure prescrite par délibération du 13 juillet 2017, se clôturera le 26 mars 2021. Jusqu'à cette date, incluse, le dossier de concertation du Règlement Local de Publicité Intercommunal du Territoire Marseille Provence est consultable aux jours et heures habituels d'ouverture au public (hors samedis, dimanches, jours fériés et ponts éventuels), au siège de la Métropole Aix-Marseille-Provence (1) et dans les mairies des 18 Communes membres, soit dans les lieux suivants :

- **Siège de la Métropole d'Aix-Marseille Provence et siège du Conseil de Territoire Marseille-Provence**, « Le Pharo » - 58 boulevard Charles Livon - 13007 MARSEILLE
- **Mairie de Marseille** à la : Direction Générale Adjointe à l'Urbanisme, au Foncier et au Patrimoine de la Ville de Marseille - 40 rue Fauriol - 13002 MARSEILLE
- **Mairie d'Allauch** - Service urbanisme - 1 rue Notre Dame - 13190 ALLAUCH
- **Mairie de Carnoux-en-Provence** - Hôtel de Ville - Boulevard du Maréchal Juin - 13470 CARNOUX-EN-PROVENCE
- **Mairie de Carry-le-Rouet** - Hôtel de Ville - Montée des Moulins - 13620 CARRY-LE-ROUET
- **Mairie de Cassis** - Hôtel de Ville - Place Baragnon - 13600 CASSIS
- **Mairie de Ceyreste** - Hôtel de Ville - Place du Général de Gaulle - 13600 CEYRESTE
- **Mairie de Châteauneuf-les-Martigues** - Hôtel de Ville - Place Bellet - 13158 CHATEAUNEUF-LES-MARTIGUES
- **Mairie d'Ensaune-la-Redonne** - Hôtel de Ville - 15 avenue Général-Montsabert - 13820 ENSAUNE-LA-REDONNE
- **Mairie de Gemenos** - Hôtel de Ville - Place du général de Gaulle - 13420 GEMENOS
- **Mairie de Gignac-la-Nerthe** - Service urbanisme - 2 avenue des Fortunes - 13180 GIGNAC-LA-NERTHE
- **Mairie de La Ciotat** - Rond-Point des Messageries Maritimes - 13600 LA CIOTAT
- **Mairie de Marignane** - Hôtel de Ville - Cours Mirabeau - 13700 MARIIGNANE
- **Mairie de Plan-de-Cuques** - Service urbanisme - Rue du vert Coteau - 13390 PLAN-DE-CUQUES
- **Mairie de Roquefort-la-Bédoule** - Hôtel de Ville - Place de la Libération - 13830 ROQUEFORT-LA-BEDOULE
- **Mairie du Rove** - Hôtel de Ville - 4 Rue Jacques Duclos - 13740 LE ROVE
- **Mairie de Saint-Victoret** - Hôtel de Ville - Esplanade Albert Mairot - 13730 SAINT-VICTORET
- **Mairie de Sausset-les-Pins** - Hôtel de Ville - Place des Droits de l'Homme - 13960 SAUSSET-LES-PINS
- **Mairie de Septèmes-les-Vallons** - Hôtel de Ville - Place Pierre Didier Tramiot - 13240 SEPTÈMES-LES-VALLONS

Le public peut adresser par courrier ses observations, jusqu'au 26 mars 2021 inclus, à l'attention de Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence (2) ou par mail (3).

Le public peut consigner ses observations jusqu'à la date visée ci-dessus. Ce dossier de concertation est aussi consultable sur le site internet de la Métropole Aix-Marseille-Provence (4).

Les informations relatives à ce dossier peuvent être demandées auprès de la Direction de la Planification et de l'Urbanisme de la Métropole Aix-Marseille-Provence (5) jusqu'au 26 mars 2021 inclus. Après cette date, aucune observation ne pourra être enregistrée.

- (1) - Métropole Aix-Marseille Provence - le Pharo - 58 boulevard Charles Livon - 13007 Marseille
- (2) - Métropole Aix-Marseille Provence - concertation sur le Règlement Local de Publicité Intercommunal - BP 48014 - 13567 Marseille cedex 02
- (3) - rlpi-concertation.marseilleprovence@ammpmetropole.fr
- (4) - www.marseille-provence.fr
- (5) - Direction de la Planification et de l'Urbanisme de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Immeuble CMCI - 2, rue Henri Barbusse - 13001 Marseille

N° 202100419

Direction de la Citoyenneté,
de la Légimité et de l'Environnement
AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE
relatif à la demande formulée par la société SOLAMAT MEREX
d'extension de l'autorisation d'exploiter des activités de
traitement des déchets industriels dangereux et non dangereux
au titre des installations classées pour la protection de
l'environnement au sein de son établissement
situé à Fos-sur-Mer

En exécution de l'arrêté du Préfet en date du 18 février 2021, il sera procédé du mardi 23 mars 2021 au vendredi 23 avril 2021 inclus sur le territoire des communes de Fos-sur-Mer et Port-Saint-Louis-du-Rhône, à une enquête publique au sujet de la demande formulée par la société SOLAMAT MEREX dont le siège social est situé Montée des Pins CS 50057 - 13655 Rognac Cedex, en vue de l'extension de l'autorisation d'exploiter des activités de traitement des déchets industriels dangereux et non dangereux, au titre des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE), au sein de son établissement situé à Fos-sur-Mer.

Le présent projet consiste principalement à augmenter la capacité de traitement thermique, de réaliser des unités de traitement biologique et physico-chimique, des unités de lavage des citernes et de curage des hydrocureurs, et une plateforme de stockage extérieure de terres polluées et de résidus solides.

Est désigné en qualité de commissaire enquêteur Monsieur Jacques MICHEL, Ingénieur chimiste.

En application de la réglementation en vigueur au jour du déroulement de l'enquête publique, les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de COVID 19 (distanciation physique, mesures barrières, etc...) seront fixées au cas par cas, en fonction des possibilités d'accueil du public et de configuration des locaux sous la responsabilité de l'autorité municipale de chaque commune.

Des recommandations d'organisation pourront être examinées avec le commissaire enquêteur afin d'assurer l'équilibre entre les exigences de la sécurité sanitaire et l'information du plus large public.

Les frais occasionnés par la mise à disposition des moyens nécessaires à la sécurité sanitaire dans le prolongement du bon déroulement de l'enquête publique seront susceptibles d'être pris en charge par le pétitionnaire.

Le public devra se munir d'un masque lors de la consultation des dossiers en mairie et lors des permanences du commissaire enquêteur.

Ce dossier contient notamment une étude d'impact et le public peut en consulter un résumé non technique sur le site internet de la Préfecture des Bouches-du-Rhône :

<http://www.bouches-du-rhone.gouv.fr>

Cette étude a fait l'objet d'un avis de l'autorité Environnementale en date du 11 janvier 2021 qui est consultable à cette même adresse internet, et joint au dossier d'enquête publique.

Ce dossier n'a pas fait l'objet d'une concertation préalable.

Le dossier de demande d'autorisation d'exploiter (DDAE) est consultable pendant toute la durée de l'enquête par le site de la Préfecture des Bouches-du-Rhône à l'adresse suivante :

<https://www.bouches-du-rhone.gouv.fr/Publications/Publications-environnementales/installations-classees-pour-la-protection-de-l-environnement-ICPE/installations-classees-soumises-a-autorisation-et-a-enregistrement-Carrières-et-Geothermie-Fos-sur-Mer>

Dans le cadre de la protection contre la commission d'actes de malveillances dans les établissements classés SEVESO, les données potentiellement sensibles pour la sécurité, ne sont pas diffusables ou communicables, mais restent consultables en Préfecture dans les conditions prévues par l'instruction du Gouvernement en date du 6 novembre 2017.

Ce dossier contient également des données relatives à la sécurité qui ne peuvent être ni communiquées, ni diffusées.

Dès la publication de l'arrêté d'ouverture de l'enquête publique, toute personne peut, sur sa demande et à ses frais, obtenir communication des dossiers d'enquête publique, auprès du Préfet des Bouches-du-Rhône, place Félix Baret, CS 80001, 13282 Marseille Cedex 20, à la Direction de la Citoyenneté, de la Légimité et de l'Environnement (DCLÉ), Bureau des Installations et Travaux Réglementés pour la Pro-

tection des Milieux (BITRPM), téléphone 04.84.35.42.60 ou 04.84.35.42.64, et, le public peut également prendre connaissance de l'ensemble de ce dossier, gratuitement sur un poste informatique à la même adresse, pendant toute la durée de l'enquête.

Les pièces du dossier ainsi que les registres d'enquête à feuillets non mobiles, cotés et paraphés par le commissaire enquêteur, resteront déposés en mairies de Fos-sur-Mer et Port-Saint-Louis-du-Rhône, pendant 32 jours, du mardi 23 mars 2021 au vendredi 23 avril 2021 inclus, afin que chacun puisse en prendre connaissance pendant les jours ouvrables, aux heures d'ouverture des bureaux, et consigner directement ses observations et propositions sur les registres ouverts à cet effet.

Ces observations et propositions pourront être également adressées, par correspondance, au commissaire enquêteur à la mairie de Fos-sur-Mer, siège de l'enquête.

Ces mêmes remarques peuvent être transmises :

- par voie électronique sur le site internet : <https://www.registre-dematerialise.fr/2326>
- par courriel à l'adresse : enquete-publique-2326@registre-dematerialise.fr

Les observations transmises par courriel seront publiées dans le registre dématérialisé.

Pendant toute la durée de l'enquête, les observations écrites, mentionnées ci-dessus, ainsi que les observations et propositions transmises par voie postale seront consultables au siège de l'enquête ainsi que sur le site internet de la Préfecture où elles seront publiées dans les meilleurs délais (article R123-13 du code de l'environnement).

Les observations du public sont consultables et communicables aux frais de la personne qui en fait la demande pendant toute la durée de l'enquête.

En outre, les observations et propositions écrites et orales du public sont également reçues par le commissaire enquêteur, aux lieux, jours et heures qui auront été fixés et énoncés ci-après.

Le commissaire enquêteur recevra personnellement les observations du public :

- * en mairie de Fos-sur-Mer, Hôtel de Ville, avenue René Cassin-13270
- le mardi 23 mars 2021 de 9h00 à 12h00
- le lundi 29 mars 2021 de 14h00 à 17h00
- le jeudi 8 avril 2021 de 9h00 à 12h00
- le mercredi 14 avril 2021 de 9h00 à 12h00
- le vendredi 23 avril 2021 de 14h00 à 17h00 (fin de l'enquête)
- * en mairie de Port-Saint-Louis-du-Rhône, Pôle Technique Municipal, 25 avenue Max Dormoy-13230
- le mardi 23 mars 2021 de 14h00 à 17h00
- le lundi 29 mars 2021 de 9h00 à 12h00
- le jeudi 8 avril 2021 de 14h00 à 17h00
- le mercredi 14 avril 2021 de 14h00 à 17h00
- le vendredi 23 avril 2021 de 9h00 à 12h00

En dehors des permanences du commissaire enquêteur précitées, les dossiers seront consultables aux mêmes adresses, aux jours et horaires d'ouverture au public.

Le commissaire enquêteur pourra, s'il l'estime nécessaire, faire application des dispositions prévues aux articles R123-6 2ème alinéa et des articles R123-14 à R123-17 du Code de l'Environnement.

Toute personne physique ou morale intéressée peut prendre connaissance du rapport et des conclusions du commissaire enquêteur, ainsi que des observations éventuelles en réponse du demandeur, en mairie concernée, ainsi que sur le site internet de la Préfecture des Bouches-du-Rhône, <http://www.bouches-du-rhone.gouv.fr>, pendant au moins un an à compter de la date de la clôture de l'enquête.

La responsable du projet est Madame Corinne RAMOMBORDES - Directrice Générale Déléguée - Montée des Pins - CS 50057 - 13655 Rognac Cedex - téléphone : 06 16 32 38 00 - courriel : cramombordes@arapindustries.fr

L'autorité compétente pour prendre la décision d'autorisation ou de refus est le Préfet des Bouches-du-Rhône, après avis éventuel du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques (CODERST).

Cette décision sera prise sous la forme d'un arrêté préfectoral, de refus ou d'autorisation, assorti des prescriptions en tant que décision individuelle, qui sera mis en ligne sur le site internet de la Préfecture des Bouches-du-Rhône, et notifié au demandeur.

Marseille, le 18 février 2021
Pour le Préfet,
La Secrétaire Générale,
Juliette TRIGNANT

10 La Marseillaise / jeudi 25 mars 2021

PROVENCE

BOUCHES-DU-RHÔNE
Lutte contre la fraude :
plus de 35 millions d'euros
de préjudices évités

Fraudes à la TVA, fraudes fiscales et sociales, contrefaçon, trafic de tabac, travail illégal... le Comité opérationnel départemental anti-fraude (Codaf) vient de dresser son bilan 2019 et 2020 lors d'une réunion présidée par le préfet de région. « Plus de 35 millions d'euros de préjudices ont été évités », s'enorgueillit la préfecture. « Ces résultats ne concernent que les opérations conjointes engagées ou partagées par les membres du Codaf, indépendamment de ceux obtenus par les services dans le cadre de leurs propres missions. » Si les

administrations sociales et financières sont mobilisées pour participer au soutien des entreprises, « de nouveaux types de fraude ont toutefois émergé : entreprises en sommeil qui demandent à bénéficier d'aides, auto-entreprises créées dès l'annonce des nouvelles mesures, usurpation d'identité de véritables entrepreneurs pour obtenir des fonds », regrette le Codaf.

LA CIOTAT
Au programme
de la Boutique

L'association l'Art Hic & Hoc propose, dans son local de la Boutique au 6, rue

des Frères Blanchard samedi de 14h à 16h30, un atelier de grec ancien sur le thème « mythologie et étymologie » animé par Françoise Donadieu, suivi de la présentation de son *Petit dictionnaire étymologique illustré*. Dimanche 13h, Aliona Slastikhina fera découvrir la cuisine russe.

PLAN-DE-CUQUES
Appel à volontaires
pour le reboisement

Dimanche se tient une journée destinée au reboisement des collines de la ville. Le rendez-vous est fixé à 10h et l'inscription est obligatoire

auprès de l'animation communale au 04.91.05.22.40.

ALLAUCH
Marché aux plantes

Dimanche de 9h à 17h, un marché aux plantes et aux fleurs investit le cours du 11 novembre. L'événement est organisé avec les bénévoles du Comité des fêtes qui accueillent une quinzaine de pépiniéristes, potiers et horticulteurs de toute la région. Plantes d'agrément, plants de légumes, fleurs en pot ou suspensions, rosiers, hortensias distilleront leurs parfums. À 11h : défilé du groupe folklorique « Les Amis d'Allauch ».

ANNONCES OFFICIELLES
HABILITE A PUBLIER PAR ARRETE PREFECTORAL

Marseille

Marché publics :
cdelepine@lamarseillaise.fr

Vie des sociétés :
ipp@lamarseillaise.fr

Martigues

martiguespub@lamarseillaise.fr



Direction de la Citoyenneté, de la Légimité et de l'Environnement
AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE
relatif à la demande formulée par la société SOLAMAT MEREX d'extension de l'autorisation d'exploiter des activités de traitement des déchets industriels dangereux et non dangereux au titre des installations classées pour la protection de l'environnement au sein de son établissement situé à Fos-sur-Mer

En exécution de l'arrêté du Préfet en date du 18 février 2021, il sera procédé du mardi 23 mars 2021 au vendredi 23 avril 2021 inclus sur le territoire des communes de Fos-sur-Mer et Port-Saint-Louis-du-Rhône, à une enquête publique au sujet de la demande, formulée par la société SOLAMAT MEREX dont le siège social est situé Montée des Pins CS 50057 - 13655 Rognac Cedex, en vue de l'extension de l'autorisation d'exploiter des activités de traitement des déchets industriels dangereux et non dangereux, au titre des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE), au sein de son établissement situé à Fos-sur-Mer.

Le présent projet consiste principalement à augmenter la capacité de traitement thermique, de réaliser des unités de traitement biologique et physico-chimique, des unités de lavage des citernes et de curage des hydrocures, et une plateforme de stockage extérieure de terres polluées et de résidus solides.

Est désigné en qualité de commissaire enquêteur Monsieur Jacques MICHEL, ingénieur chimiste.

En application de la réglementation en vigueur au jour du déroulement de l'enquête publique, les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de COVID 19 (distanciation physique, mesures barrières, etc.) seront fixées au cas par cas, en fonction des possibilités d'accueil du public et de configuration des locaux sous la responsabilité de l'autorité municipale de chaque commune.

Des recommandations d'organisation pourront être examinées avec le commissaire enquêteur afin d'assurer l'équilibre entre les exigences de la sécurité sanitaire et l'information du plus large public.

Les frais occasionnés par la mise à disposition des moyens nécessaires à la sécurité sanitaire dans le prolongement du bon déroulement de l'enquête publique seront susceptibles d'être pris en charge par le pétitionnaire.

Le public devra se munir d'un masque lors de la consultation des dossiers en mairie et lors des permanences du commissaire enquêteur.

Ce dossier contient notamment une étude d'impact et le public peut en consulter un résumé non technique sur le site internet de la Préfecture des Bouches-du-Rhône :

<http://www.bouches-du-rhone.gouv.fr>

Cette étude a fait l'objet d'un avis de l'autorité Environnementale en date du 11 janvier 2021 qui est consultable à cette même adresse internet, et joint au dossier d'enquête publique.

Ce dossier n'a pas fait l'objet d'une concertation préalable. Le dossier de demande d'autorisation d'exploiter (DDAE) est consultable pendant toute la durée de l'enquête par le site de la Préfecture des Bouches-du-Rhône à l'adresse suivante :

<https://www.bouches-du-rhone.gouv.fr/Publications/Publications-environnementales/Installations-Classes-pour-la-Protection-de-l-Environnement-ICPE/Installations-Classes-soumises-a-autorisation-et-a-enregistrement-Carrières-et-Géothermie-Fos-sur-Mer>

Dans le cadre de la protection contre la commission d'actes de malveillances dans les établissements classés SEVESO, les données potentiellement sensibles pour la sécurité, ne sont pas diffusables ou communicables, mais restent consultables en Préfecture dans les conditions prévues par l'instruction du Gouvernement en date du 6 novembre 2017.

Ce dossier contient également des données relatives à la sécurité qui ne peuvent être ni consultées, ni communiquées, ni diffusées.

Dès la publication de l'arrêté d'ouverture de l'enquête publique, toute personne peut, sur sa demande et à ses frais, obtenir communication des dossiers d'enquête publique, auprès du Préfet des Bouches-du-Rhône, place Félix Baret, CS 80001, 13282 Marseille Cedex 20, à la

Direction de la Citoyenneté, de la Légimité et de l'Environnement (DCLE), Bureau des Installations et Travaux Réglementés pour la Protection des Milieux (BITRPM), téléphone 04.84.35.42.60 ou 04.84.35.42.64, et le public peut également prendre connaissance de l'ensemble de ce dossier, gratuitement sur un poste informatique à la même adresse, pendant toute la durée de l'enquête.

Les pièces du dossier ainsi que les registres d'enquête à feuillets non mobiles, cotés et paraphés par le commissaire enquêteur, resteront déposés en mairies de Fos-sur-Mer et Port-Saint-Louis-du-Rhône, pendant 32 jours, du mardi 23 mars 2021 au vendredi 23 avril 2021 inclus, afin que chacun puisse en prendre connaissance pendant les jours ouvrables, aux heures d'ouverture des bureaux, et consigner directement ses observations et propositions sur les registres ouverts à cet effet.

Ces observations et propositions pourront être également adressées, par correspondance, au commissaire enquêteur à la mairie de Fos-sur-Mer, siège de l'enquête.

Ces mêmes remarques peuvent être transmises :

- par voie électronique sur le site internet : <https://www.registre-dematerialise.fr/2326>

- par courriel à l'adresse : enquete-publique-2326@registre-dematerialise.fr

Les observations transmises par courriel seront publiées dans le registre dématérialisé.

Pendant toute la durée de l'enquête, les observations écrites, mentionnées ci-dessus, ainsi que les observations et propositions transmises par voie postale seront consultables au siège de l'enquête ainsi que sur le site internet de la Préfecture ou elles seront publiées dans les meilleurs délais (article R123-13 du code de l'environnement).

Les observations du public sont consultables et communicables aux frais de la personne qui en fait la demande pendant toute la durée de l'enquête.

En outre, les observations et propositions écrites et orales du public sont également reçues par le commissaire enquêteur, aux lieux, jours et heures qui auront été fixés et annoncés ci-après.

Le commissaire enquêteur recevra personnellement les observations du public :

* en mairie de Fos-sur-Mer, Hôtel de Ville, avenue René Cassin-13270

- le mardi 23 mars 2021 de 9h00 à 12h00

- le lundi 29 mars 2021 de 14h00 à 17h00

- le jeudi 8 avril 2021 de 9h00 à 12h00

- le mercredi 14 avril 2021 de 9h00 à 12h00

- le vendredi 23 avril 2021 de 14h00 à 17h00 (fin de l'enquête)

* en mairie de Port-Saint-Louis-du-Rhône, Pôle Technique Municipal, 25 avenue Max Dormoy-13230

- le mardi 23 mars 2021 de 14h00 à 17h00

- le lundi 29 mars 2021 de 9h00 à 12h00

- le jeudi 8 avril 2021 de 14h00 à 17h00

- le mercredi 14 avril 2021 de 14h00 à 17h00

- le vendredi 23 avril 2021 de 9h00 à 12h00

En dehors des permanences du commissaire enquêteur précitées, les dossiers seront consultables aux mêmes adresses, aux jours et horaires d'ouverture au public.

Le commissaire enquêteur pourra, s'il l'estime nécessaire, faire application des dispositions prévues aux articles R123-6 2ème alinéa et des articles R123-14 à R123-17 du Code de l'Environnement.

Toute personne physique ou morale intéressée peut prendre connaissance du rapport et des conclusions du commissaire enquêteur, ainsi que des observations éventuelles en réponse du demandeur, en mairie concernée, ainsi que sur le site internet de la Préfecture des Bouches-du-Rhône, <http://www.bouches-du-rhone.gouv.fr>, pendant au moins un an à compter de la date de la clôture de l'enquête.

La responsable du projet est Madame Corinne RAMOMBORDES - Directrice Générale Déléguée - Montée des Pins - CS 50057 - 13655 Rognac Cedex - téléphone : 06 16 32 38 00 - courriel : gramombordes@surindustrialie.fr

L'autorité compétente pour prendre la décision d'autorisation ou de refus est le Préfet des Bouches-du-Rhône, après avis éventuel du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques (CODERST).

Cette décision sera prise sous la forme d'un arrêté préfectoral, de refus ou d'autorisation, assorti des prescriptions en tant que décision individuelle, qui sera mise en ligne sur le site internet de la Préfecture des Bouches-du-Rhône, et notifié au demandeur.

Marseille, le 18 février 2021
Pour le Préfet,
La Secrétaire Générale,
Juliette TRIGNAT



AVIS

APPROBATION DE LA MODIFICATION SIMPLIFIÉE N°2
DU PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU)
DE LA COMMUNE DE SAINT-MITRE-LES-REMPARTS

Par délibération n° URBA 013-9663/21/CM du 18 février 2021, le Conseil de la Métropole Aix-Marseille Provence a approuvé la modification simplifiée n°2 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Commune de Saint-Mitre-les-Remparts.

Cette délibération est affichée pendant un mois au siège de la Métropole, au Conseil de Territoire du Pays de Martigues et en Mairie de Saint-Mitre-les-Remparts.

Le dossier de modification simplifiée n°2 du PLU approuvé est tenu à la disposition du public au Conseil de Territoire du Pays de Martigues (Rond-Point de l'Hôtel de Ville - 13500 MARTIGUES) et en Mairie (9 Avenue Charles de Gaulle - 13920 SAINT-MITRE-LES-REMPARTS) aux jours et horaires habituels d'ouverture, ainsi qu'à la Préfecture.

N°20100679

Vie des sociétés

AVIS DE MODIFICATIONS

Par AGE du 11 mars 2021, il a été procédé à une modification des statuts de la société : SARL NORDLYS siège social : 625 Chemin des Jallasières 13510 Eguilles RCS 883 662 843 AIX EN PROVENCE

La Société a décidé de :

- transférer le siège social au : 7, rue des Lotins - 13510 EGUILLES.

- Modifier l'objet social qui devient : Conseil aux entreprises en structuration administrative et financière, activités de holding, marchand de biens immobiliers.

- Nommer un Nouveau gérant et Associé Unique : Mr Jonas IMER, demeurant au 7 rue des Lotins, 13510 Eguilles.

Formalités effectuées auprès du RCS d'AIX-EN-PROVENCE

N°20100674

AVIS DE TRANSFERT DE SIÈGE

PLACEMENT PATRIMOINAVENIR
SASU au capital de 500 Euros
Siège : Impasse du CAP Lotissement LE CAP 13600 LA CIOTAT
RCS N° 822 061 917 MARSEILLE

Suite à l'âge en date du 22/03/2021 la Société a décidé de transférer le siège social de la société à : l'IMPASSE DU CAP 5 LOTISSEMENT LE CAP 13600 LA CIOTAT, A compter du 16/09/2020

Les statuts ont été modifiés en conséquence.

Mentions seront faites au R.C.S de Marseille.

N°20100675

RAPIDITÉ, EFFICACITÉ
sur 4 départements (13/83/30/34)

Votre contact :
ipp@lamarseillaise.fr / 04 91 57 75 34
Devis sur demande

Dossier 518781

PROCES VERBAL DE CONSTAT

L'AN DEUX MILLE VINGT ET UN ET LE DEUX MARS

EXPEDITION

A LA REQUETE DE :

SASU SOLAMAT MEREX, dont le siège social est Montée des Pins CS 50057, 13655 Rognac cedex

Nous mandatant aux fins de constater l'affichage de l'avis de l'enquête publique relatif à la demande d'extension de l'autorisation d'exploiter des activités de traitement des déchets industriels présentée par notre requérante.

DEFERANT A CETTE REQUISITION.

NOUS, Philippe de MARANS – Huissier de Justice associé au sein de la société d'exercice libéral à responsabilité limitée d'huissiers de justice associés multi-offices HEXACTE, titulaire d'un office à MARSEILLE, 74 rue Sainte, à AIX-EN-PROVENCE, 415 rue Claude Nicolas Ledoux, à SALON-DE-PROVENCE 282 boulevard Maréchal Foch, à MARTIGUES 1 rue Alessandro Volta, soussigné,

Nous sommes rendus ce jour, Commune de Fos sur Mer, (Département des Bouches-du-Rhône), route du Quai Minéralier, site industriel SOLAMAT MEREX
Nous sommes rendus ce jour, commune de

Y étant, à 15 heures, nous constatons l'affichage de l'avis de l'enquête publique objet de notre accédit à l'entrée du site de notre requérante.

Elle est fixée sur le grillage de clôture à côté de l'accès à l'établissement.

L'affiche est de dimensions 42 x 60 centimètres, rédigée en noir sur fond jaune.
Les lettres d'indication « Avis d'enquête Publique » sont d'une hauteur de deux centimètres.
Elle est visible et lisible depuis la voie publique.

(photos 1 à 5)

Copie de cette affiche est annexée au présent acte.

Pour plus de précisions divers clichés photographiques ont été pris par nos soins et sont annexés au présent acte.

Plus rien n'étant à constater nous nous sommes retirés.

De tout ce que dessus, avons fait et dressé le présent procès-verbal, pour servir et valoir ce que de droit.

Philippe de MARANS

Art. L. 444-1 : Tarif non règlementé	320.00 €
Art. A. 444-48 : Frais de Déplacement	7.67 €
Total H.T.	327.67 €
T.V.A.	65.53 €
TOTAL T.T.C.	393.20 €





AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE

relatif à la demande formulée par la société SOLAMAT MEREX d'extension de l'autorisation d'exploiter des activités de traitement des déchets industriels dangereux et non dangereux au titre des installations classées pour la protection de l'environnement au sein de son établissement situé à Fos-sur-Mer

En exécution de l'arrêté du Préfet en date du 18 février 2021, il sera procédé du **mardi 23 mars 2021 au vendredi 23 avril 2021 inclus** sur le territoire des communes de Fos-sur-Mer et Port-Saint-Louis-du-Rhône, à une enquête publique au sujet de la demande formulée par la société SOLAMAT MEREX dont le siège social est situé Montée des Pins CS 50057 - 13655 Rognac Cedex, en vue de l'extension de l'autorisation d'exploiter des activités de traitement des déchets industriels dangereux et non dangereux, au titre des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE), au sein de son établissement situé à Fos-sur-Mer.

Le présent projet consiste principalement à augmenter la capacité de traitement thermique, de réaliser des unités de traitement biologique et physico-chimique, des unités de lavage des citernes et de curage des hydrocureurs, et une plateforme de stockage extérieure de terres polluées et de résidus solides.

Est désigné en qualité de commissaire enquêteur Monsieur Jacques MICHEL, Ingénieur chimiste.

En application de la réglementation en vigueur au jour du déroulement de l'enquête publique, les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de COVID 19 (distanciation physique, mesures barrières, etc...) seront fixées au cas par cas, en fonction des possibilités d'accueil du public et de configuration des locaux sous la responsabilité de l'autorité municipale de chaque commune.

Des recommandations d'organisation pourront être examinées avec le commissaire enquêteur afin d'assurer l'équilibre entre les exigences de la sécurité sanitaire et l'information du plus large public.

Les frais occasionnés par la mise à disposition des moyens nécessaires à la sécurité sanitaire dans le prolongement du bon déroulement de l'enquête publique seront susceptibles d'être pris en charge par le pétitionnaire.

Le public devra se munir d'un masque lors de la consultation des dossiers en mairie et lors des permanences du commissaire enquêteur.

Ce dossier contient notamment une étude d'impact et le public peut en consulter un résumé non technique sur le site internet de la Préfecture des Bouches-du-Rhône, <http://www.bouches-du-rhone.gouv.fr>

Cette étude a fait l'objet d'un avis de l'autorité Environnementale en date du 11 janvier 2021 qui est consultable à cette même adresse internet, et joint au dossier d'enquête publique.

Ce dossier n'a pas fait l'objet d'une concertation préalable.

Le dossier de demande d'autorisation d'exploiter (DDAE) est consultable pendant toute la durée de l'enquête par le site de la Préfecture des Bouches-du-Rhône à l'adresse suivante :

<https://www.bouches-du-rhone.gouv.fr/Publications/Publications-environnementales/Installations-Classees-pour-la-Protection-de-l-Environnement-ICPE/Installations-Classees-soumises-a-autorisation-et-a-enregistrement-Carrieres-et-Geothermie/Fos-sur-Mer>

Dans le cadre de la protection contre la commission d'actes de malveillances dans les établissements classés SEVESO, les données potentiellement sensibles pour la sécurité, ne sont pas diffusables ou communicables, mais restent consultables en Préfecture dans les conditions prévues par l'instruction du Gouvernement en date du 6 novembre 2017.

Ce dossier contient également des données relatives à la sécurité qui ne peuvent être ni consultées, ni communiquées, ni diffusées.

Dès la publication de l'arrêté d'ouverture de l'enquête publique, toute personne peut, sur sa demande et à ses frais, obtenir communication des dossiers d'enquête publique, auprès du Préfet des Bouches-du-Rhône, place Félix Baret, CS 80001, 13282 Marseille Cedex 20, à la Direction de la Citoyenneté, de la Légalité et de l'Environnement (DCLLE), Bureau des Installations et Travaux Réglementés pour la Protection des Milieux (BITRPM), téléphone 04.84.35.42.60 ou 04.84.35.42.64, et, le public peut également prendre connaissance de l'ensemble de ce dossier, gratuitement sur un poste informatique à la même adresse, pendant toute la durée de l'enquête.

Les pièces du dossier ainsi que les registres d'enquête à feuillets non mobiles, cotés et paraphés par le commissaire enquêteur, resteront déposés en mairies de Fos-sur-Mer

et Port-Saint-Louis-du-Rhône, pendant 32 jours, du mardi 23 mars 2021 au vendredi 23 avril 2021 inclus, afin que chacun puisse en prendre connaissance pendant les jours ouvrables, aux heures d'ouverture des bureaux, et consigner directement ses observations et propositions sur les registres ouverts à cet effet.

Ces observations et propositions pourront être également adressées, par correspondance, au commissaire enquêteur à la mairie de Fos-sur-Mer, siège de l'enquête.

Ces mêmes remarques peuvent être transmises :

- par voie électronique sur le site internet <https://www.registre-dematerialise.fr/2326>
- par courriel à l'adresse enquete-publique-2326@registre-dematerialise.fr

Les observations transmises par courriel seront publiées dans le registre dématérialisé.

Pendant toute la durée de l'enquête, les observations écrites, mentionnées ci-dessus, ainsi que les observations et propositions transmises par voie postale seront consultables au siège de l'enquête ainsi que sur le site internet de la Préfecture où elles seront publiées dans les meilleurs délais (article R123-13 du code de l'environnement).

Les observations du public sont consultables et communicables aux frais de la personne qui en fait la demande pendant toute la durée de l'enquête.

En outre, les observations et propositions écrites et orales du public sont également reçues par le commissaire enquêteur, aux lieux, jours et heures qui auront été fixés et énoncés ci-après.

Le commissaire enquêteur recevra personnellement les observations du public :

* en mairie de Fos-sur-Mer, Hôtel de Ville, avenue René Cassin-13270

- le	mardi	23	mars	2021	de	9h00	à	12h00
- le	lundi	29	mars	2021	de	14h00	à	17h00
- le	jeudi	8	avril	2021	de	9h00	à	12h00
- le	mercredi	14	avril	2021	de	9h00	à	12h00
- le	vendredi	23	avril	2021	de	14h00	à	17h00
(fin de l'enquête)								

* en mairie de Port-Saint-Louis-du-Rhône, Pôle Technique Municipal, 25 avenue Max Dormoy-13230

- le	mardi	23	mars	2021	de	14h00	à	17h00
- le	lundi	29	mars	2021	de	9h00	à	12h00
- le	jeudi	8	avril	2021	de	14h00	à	17h00
- le	mercredi	14	avril	2021	de	14h00	à	17h00
- le	vendredi	23	avril	2021	de	9h00	à	12h00

En dehors des permanences du commissaire enquêteur précitées, les dossiers seront consultables aux mêmes adresses, aux jours et horaires d'ouverture au public.

Le commissaire enquêteur pourra, s'il l'estime nécessaire, faire application des dispositions prévues aux articles R123-6 2^{ème} alinéa et des articles R123-14 à R123-17 du Code de l'Environnement.

Toute personne physique ou morale intéressée peut prendre connaissance du rapport et des conclusions du commissaire enquêteur, ainsi que des observations éventuelles en réponse du demandeur, en mairie concernée, ainsi que sur le site internet de la Préfecture des Bouches-du-Rhône, <http://www.bouches-du-rhone.gouv.fr>, pendant au moins un an à compter de la date de la clôture de l'enquête.

La responsable du projet est Madame Corinne RAMOMBORDES - Directrice Générale Déléguée - Montée des Pins - CS 50057 - 13655 Rognac Cedex - téléphone : 06 16 32 36 00 - courriel : cramombordes@sarpindustries.fr

L'autorité compétente pour prendre la décision d'autorisation ou de refus est le Préfet des Bouches-du-Rhône, après avis éventuel du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques (CODERST).

Cette décision sera prise sous la forme d'un arrêté préfectoral, de refus ou d'autorisation, assorti des prescriptions en tant que décision individuelle, qui sera mis en ligne sur le site internet de la Préfecture des Bouches-du-Rhône, et notifié au demandeur.

Publégai - 1 rue Frédéric Bastiat 75008 PARIS - Tél. 01.42.96.96.58 - contact@publégai.fr



2021.03.02 SOLAMAT MEREX (1).JPG



2021.03.02 SOLAMAT MEREX (2).JPG



2021.03.02 SOLAMAT MEREX (3).JPG



2021.03.02 SOLAMAT MEREX (4).JPG



POLE DEVELOPPEMENT
Direction Adjointe Développement Durable
Cellule Risques Majeurs

Le 26 février 2021

PREFECTURE DES BOUCHES-DU-RHONE
Direction de la Citoyenneté, de la Légalité et
de l'Environnement, Bureau des Installations
et Travaux Réglementés pour la Protection des
Milieux – Place Félix Baret - CS 80001
13282 MARSEILLE Cedex 06

Affaire suivie par Anthony DESGRES
N° de téléphone : 04 42 47 71 13
Courriel : anthony.desgres@mairie-fos-sur-mer.fr
N/Réf. : JH/RM/NF/MJ/AD 2021-05
V/Réf. : dossier n°2016-490-A suivi par Mme MOUGENOT
P.J. : 1

Objet : certificat d'affichage

Monsieur le Préfet,

Je vous prie de bien vouloir trouver ci-joint le certificat d'affichage en mairie de l'avis d'ouverture d'une enquête publique relative à la demande d'autorisation formulée par la société SOLAMAT MEREX en vue de l'extension de son autorisation d'exploiter des activités de traitement des déchets industriels pour son établissement situé à Fos-sur-Mer.

Vous en souhaitant bonne réception,

Je vous prie de croire, Monsieur le Préfet, en l'assurance de ma considération distinguée.

Jean HETSCH
Maire de Fos-sur-Mer



Copie à : M. le Maire, DGS, Pôle Dev., DSJ, PM, DAAI

VILLE DE FOS-SUR-MER
www.fos-sur-mer.fr

BOUCHES-DU-RHÔNE - ARRONDISSEMENT D'ISTRES
HÔTEL DE VILLE - AVENUE RENÉ CASSIN - BP 5 - 13771 FOS-SUR-MER CEDEX
tél : 04 42 47 70 00 - FAX : 04 42 05 52 15



REPUBLIQUE FRANÇAISE

COMMUNE DE FOS-SUR-MER

Affaire suivie par : DESGRES ANTHONY
Service Risques Majeurs
N° de téléphone : 04 42 47 71 13
Courriel : anthony.desgres@mairie-fos-sur-mer.fr

CERTIFICAT D'AFFICHAGE
Délivré par le Maire

Je soussigné, Jean HETSCH Maire de la Commune de Fos-sur-Mer, certifie avoir procédé aux formalités d'affichage de l'avis d'ouverture d'une enquête publique relative à la demande d'autorisation formulée par la société SOLAMAT MEREX en vue de l'extension de son autorisation d'exploiter des activités de traitement des déchets industriels pour son établissement situé à Fos-sur-Mer.

Cet affichage a été effectué sous le numéro 2021-113 le 19 février 2021 et se prolongera jusqu'au 23 avril 2021 inclus.

En foi de quoi j'ai établi le présent certificat pour servir et valoir ce que de droit.

Fait à Fos-sur-Mer, le 26 février 2021.

Jean HETSCH,
Maire de Fos-sur-Mer



VILLE DE FOS-SUR-MER
www.fos-sur-mer.fr

BOUCHES-DU-RHÔNE - ARRONDISSEMENT D'ISTRES
HÔTEL DE VILLE - AVENUE RENÉ CASSIN - BP 5 - 13771 FOS-SUR-MER CEDEX
tél : 04 42 47 70 00 - FAX : 04 42 05 52 15

FOS-SUR-MER



POLICE MUNICIPALE
770 Chemin Fontaine de Guigue
13270 Fos-sur-Mer
Tél : 04.42.47.71.29

RAPPORT N° 202100 0050

**Objet : Affichage de l'avis d'enquête
publique SOLAMAT**

Pièces Jointes :

- Planche photos

Destinataires :

- Monsieur le Maire
- Monsieur le Directeur de la Police Municipale
- Archives de la Police Municipale

REPUBLIQUE FRANCAISE

RAPPORT D'INFORMATION

L'an deux mille vingt et un, le vingt cinq du mois de février,

Nous soussigné(s), Chef de service de Police Municipale (AS) -
SCARVELIS PhilippeAgents de Police Judiciaire Adjoints, agréés et assermentés, en
résidence à la Mairie FOS-SUR-MER

Vu les articles L.511-1 à L.515-1 du Code de la Sécurité Intérieure,
Vu les articles 21, 21/2°, 21-2 ; D15 du Code de Procédure Pénale,
Vu les articles 53 et 73 du Code de Procédure Pénale.

Agissant en tenue et de service, conformément aux ordres reçus de
notre hiérarchie,

Nous avons l'honneur de vous rendre compte des faits suivants :

Ce jour, à 11h, nous avons procédé à la mise en place d'un panneau
d'affichage d'avis d'ouverture d'une enquête publique dans le cadre du
projet de la société SOLAMAT sur son site de FOS sur MER.

Ce panneau, affichant l'avis d'enquête publique a été positionné :

- sur la RP 539 (voir plan ci-joint)

Il est à noter que ce panneau restera en place jusqu'au 25 avril 2021
inclus.

Rapport fait pour être transmis au service des risques majeurs ainsi
qu'à Monsieur le Maire de FOS-SUR-MER.

Fait à FOS-SUR-MER

Le vingt cinq février deux mille vingt et un

Les A.P.J.A. :



Vu et transmis,
Le Directeur de Police Municipale

Localisation du point d'affichage de l'avis d'enquête publique SOLAMAT MEREX

RP539, route menant à SOLAMAT, VICAT, LAFARGE CIMENT

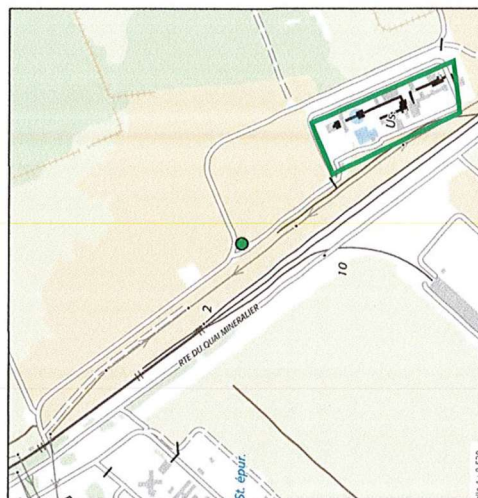
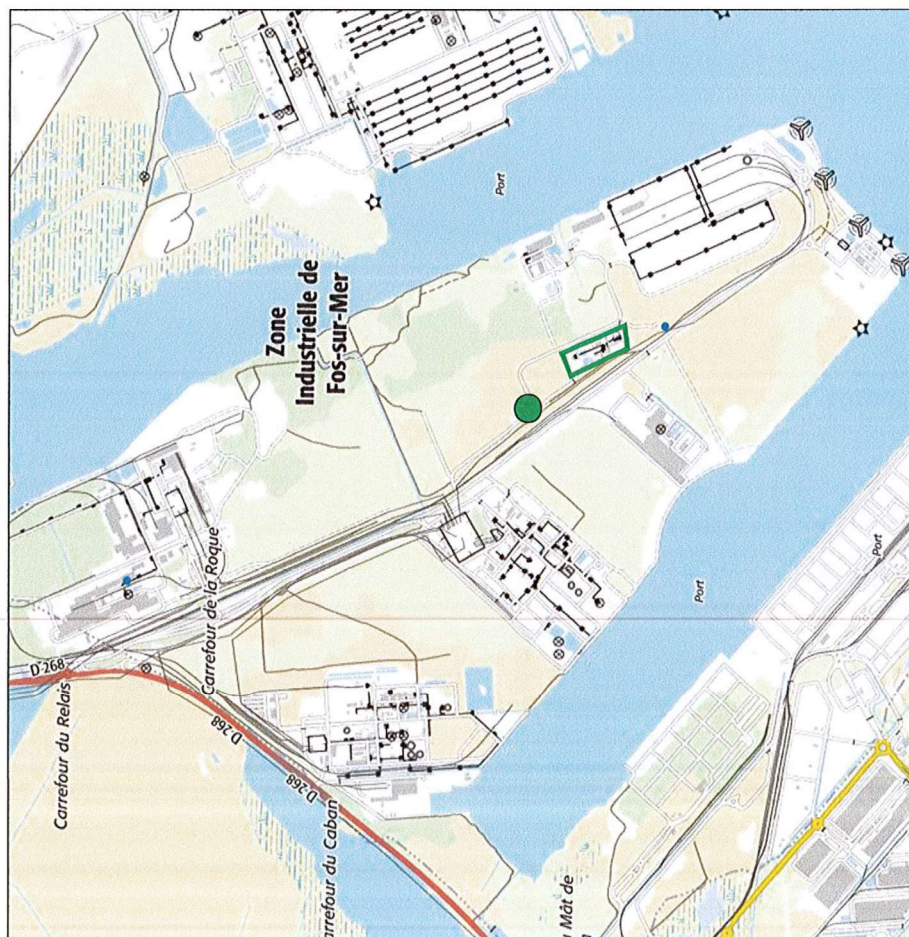


Planche à photo annexée au Rapport d'Information N° 2021 000050

Photo N°1 - <Nouvelle photo>



Photo N°2 - <Nouvelle photo>



Page n°3 - 2021 000050



DÉPARTEMENT DES BOUCHES DU RHÔNE
ARRONDISSEMENT D'ISTRES
MAIRIE DE PORT SAINT LOUIS DU RHÔNE

Direction des Services Techniques
Pôle Urbanisme et Environnement

REF : MA/MHS/PA/NM/IG/ 2021.81

CERTIFICAT D’AFFICHAGE

Je soussigné, Martial ALVAREZ, Maire de PORT SAINT LOUIS DU RHÔNE, Vice-Président de la Métropole Aix-Marseille Provence certifie avoir fait procéder, du 23 février 2021 au 23 avril 2021 inclus, à l’affichage de l’Avis d’Enquête Publique concernant l’Arrêté Préfectoral en date du 18 février 2021 -dossier n° 2016-490-A- relatif à la demande formulée par la société **SOLAMAT MEREX** d’extension de l’autorisation d’exploiter des activités de traitement des déchets industriels dangereux et non dangereux au titre des installations classées pour la protection de l’environnement à au sein de son établissement situé à Fos sur Mer.

Fait pour servir et valoir ce que de droit,
En Mairie de Port Saint Louis du Rhône,
Le 06 mai 2021

Le Maire,
Vice-Président de la Métropole Aix-Marseille Provence



Martial ALVAREZ

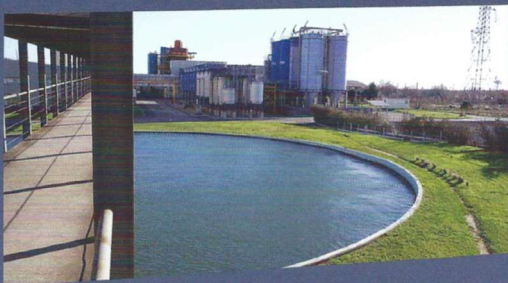
A adresser à :

Monsieur le Commissaire Enquêteur Jacques MICHEL – 155, Bd Ange Martin – 13190 ALLAUCH

Enquête publique pour un projet d'extension sur le site de Solamat Merex

Jusqu'au 23 avril 2021 inclus, une enquête publique porte sur la demande, formulée par la société Solamat Merex, d'extension de l'autorisation d'exploiter des activités de traitement des déchets industriels dangereux et non dangereux au sein de son établissement, situé à Fos-sur-Mer.

Le projet consiste principalement à augmenter la capacité de traitement thermique, réaliser des unités de traitement biologique et physico-chimique, des unités de lavage des citernes et de curage des hydrocuirs et une plateforme de stockage extérieur de terres polluées et de résidus solides. Les pièces du dossier ainsi que les registres d'enquête resteront déposés en mairie de Fos-sur-Mer jusqu'au vendredi 23 avril 2021 inclus. Le commissaire enquêteur recevra personnellement les observations du public, à l'Hôtel de ville, le jeudi 8 avril de 9h à 12h, mercredi 14 avril de 9h à 12h et vendredi 23 avril de 14h à 17h. Plus d'informations sur notre site Internet www.fosurmer.fr



93.6 & 87.9 FM
ETANG DE BERRE

107.2 FM
MARSEILLE

des activités de traitement des déchets industriels dangereux et non dangereux

1/1 Fos : réunion publique projet d'extension société Solamat-Merex

N. Boucenna

Partagez cet article

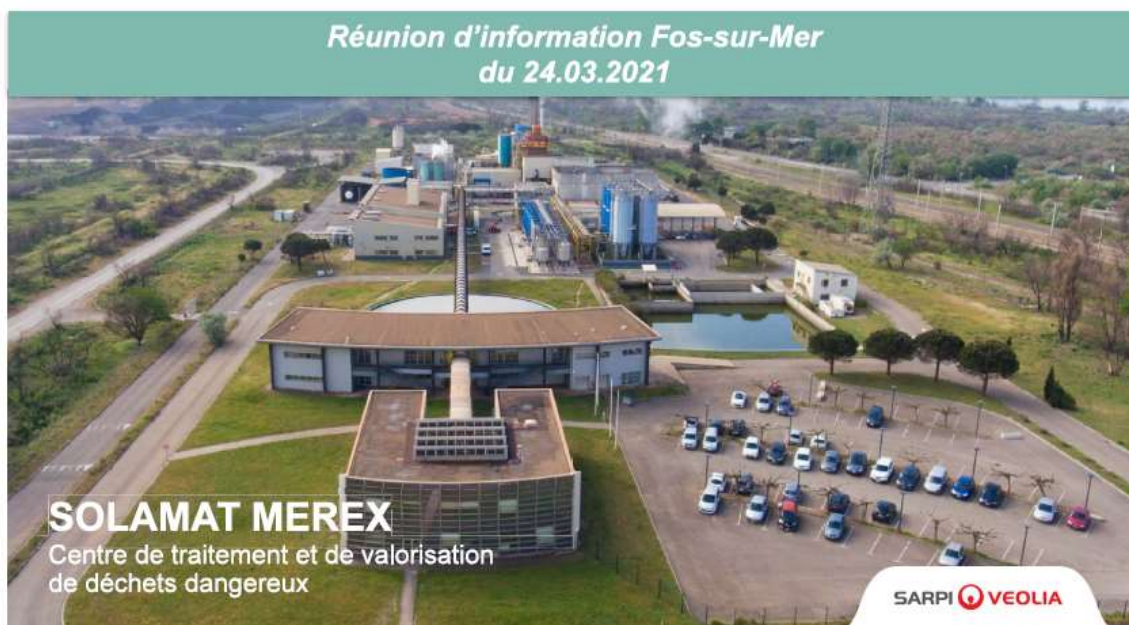
A+ A-

Il sera procédé du mardi 23 mars 2021 au vendredi 23 avril 2021 inclus sur le territoire des communes de Fos-sur-Mer et Port-Saint-Louis-du-Rhône, à une enquête publique au sujet de la demande formulée par la société Solamat-Merex en vue de l'extension de l'autorisation d'exploiter des activités de traitement des déchets industriels dangereux et non dangereux, au titre des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE), au sein de son établissement situé à Fos-sur-Mer

Une réunion publique est prévue le mercredi 24 mars 2021 à 16 h 30 à l'Hôtel de ville.

[Les détails sur ce lien](#)

2. Diaporama support des réunions d'information



1

Des résultats concrets



- Aucun accident industriel** en 10 ans
- Aucun incident environnemental** en 10 ans
- Aucun accident de travail avec arrêt** en 10 ans
- Turnover de 4%**



Prix Istres
Ouest-Provence
2016



Prix
Coup de coeur
2017



Quadruple
certification

2

Notre demande

1. Modification administrative



modification administrative de l'autorisation des tonnages en incinération

de 60 000 tonnes à
90 000 tonnes/an

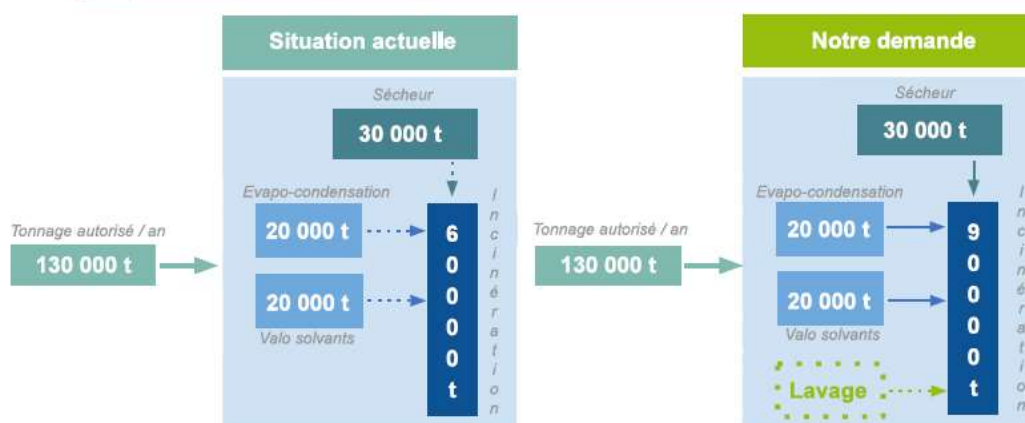
Rappel : sans augmentation des tonnages en entrée

Pouvoir répondre aux besoins futurs de la Région

Pouvoir répondre aux besoins actuels de nos clients





Poursuivre le développement des unités de valorisation

Pourquoi de 60 000 à 90 000 tonnes



Notre demande

2. Pour développer de nouveaux services de valorisation

-  **Lavage des citernes et hydrocureurs**
-  Mise en place d'une **colonne de fractionnement** pour optimiser le recyclage des solvants
-  **Stockage provisoire de terres polluées** et de **résidus solides internes**, avant leur incinération ou leur transfert vers des sites de stockage
-  Extension des types de **déchets pyrotechniques** autorisés pour répondre à des demandes orphelines
-  **Spécialisation des sècheurs** sur des **boues minérales** pour produire et remplacer en partie l'un des réactifs de dépollution des gaz





 **Pouvoir répondre aux besoins futurs de la Région**


 **Pouvoir répondre aux besoins actuels de nos clients**

 **Poursuivre le développement des unités de valorisation**

5

Ce qui ne change pas

-  **Pas d'extension géographique** du site
-  Conservation des **activités actuelles** sans augmentation de taille de l'outil d'incinération
-  Pas d'augmentation des **tonnages annuels totaux réceptionnés** sur site
-  Pas de demande d'augmentation du **flux de rejet gazeux** déjà autorisé : 50 000 Nm³/h

 Pas de modification des **ressources en eau**

 **Impact milieux naturels** nul

 **Impact sonore** sur le **voisinage habité** nul

 **Impact visuel** nul

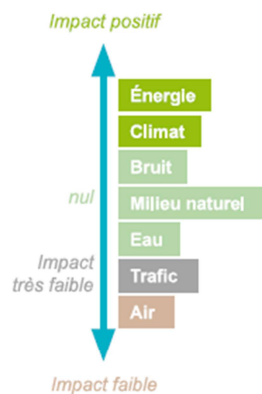
 **Pas de risque d'accident majeur** potentiel supplémentaire

6

Etude d'impacts

Un bilan environnemental global

POSITIF



Les études d'impacts et l'évaluation des risques sanitaires ont été effectuées en tenant compte :

- des données et des études sur la situation actuelle des milieux (effets cumulés actuels de la zone)
- des impacts des autres projets en cours sur la zone

⚡ Énergie : impact positif

grâce à la valorisation thermique et électrique des déchets, absence de consommation d'énergie fossile (hors démarrage), management de l'énergie ISO 50001



Risques sanitaires : Etats des milieux non dégradés

surveillance en continu de nos rejets et biosurveillance



Trafic : impact très faible

passage de 23 à 28 camions/jour et 42 à 47 voitures/jour



Air : impact faible

7

Impact Air

Composés	Flux annuel autorisé en T	Moyenne actuelle en T	Moyenne future en T
HCl	4,3	0,26	0,36
SO ₂	22	2,94	4,03
Poussières	4,3	0,32	0,43
CO	22	5,79	7,94
COT	4,3	0,39	0,54
NOX	86	16,97	23,26
HF	0,4	0,043	0,0585
Cd+Tl	0,02	0,0003	0,00045
Métaux	0,2	0,0138	0,0189
TOTAL EN TONNES	143,52	26,74	36,64

	Flux annuel autorisé en g	Moyenne actuelle en g	Moyenne future en g
Dioxines	0,04	0,0115	0,01575

↘ **4 fois**
inférieures aux normes
actuelles

↘ **2,5 fois**
inférieure à la norme
actuelle

8

Impact Air de notre demande



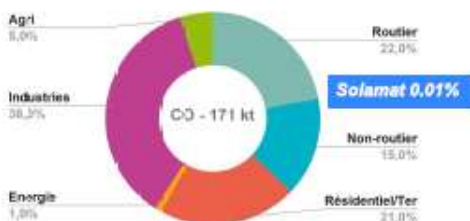
Représentation des impacts supplémentaires liés au projet



Valeurs calculées à partir des données du projet EIPRO de la CE

... avec pour rappel une très faible contribution à la pollution sur Fos-Sur-Mer

données ArnoSud



10

Un bilan global positif grâce à la valorisation

La valorisation des solvants, de la vapeur et de la ferraille ont
un impact environnemental positif

en t/an	Emissions actuelles	Émissions actuelles évitées par la valorisation	Bilan
HCl	0,263	-0,162	0,101
SO ₂	2,94	-8,612	-5,67
Poussières	0,32	-1,516	-1,20
CO	5,79	-40,487	-34,69
NO _x	16,97	-21,392	-4,42
HF	0,043	-0,006	0,037
Cd+Ti	0,0003	-0,00002	0,0003
TOTAL	26,74	-72,175	-45,847

Source: <http://prtr.ec.europa.eu/>



Effacement quasi-total de l'impact de l'incinération et bénéfice important sur certains composés

11

Et des engagements volontaires au-delà des exigences réglementaires



Un suivi spécifique et des limites volontaires sur certains paramètres

Arsenic, Vanadium, Chrome VI
Poussières, Somme métaux, SO₂



Une réduction de toutes les sources potentielles de COV



Une surveillance renforcée du mercure

Analyseur dédié et procédé breveté

12

En conclusion



Notre demande

- ✓ Pas d'augmentation des tonnages totaux réceptionnés
- ✓ Pas d'extension du site
- ✓ Des surveillances et des performances environnementales supplémentaires proposées par Solamat
- ✓ Des nouveaux services et développement de la valorisation
- ✓ Des impacts environnementaux faibles, voire positifs (par l'activité en elle-même et par le développement des valorisations)

Nos motivations

- ✓ Acteur performant
(qui va déjà au-delà des exigences réglementaires)
- ✓ Mieux répondre aux besoins actuels
- ✓ Se préparer à répondre aux besoins futurs



13



3. Procès-Verbal de synthèse

**Demande d'autorisation d'extension des activités de
traitement des déchets industriels**

SOLAMAT-MEREX

ZI de Fos-sur-mer (Bouches du Rhône)



ENQUETE PUBLIQUE

relative à la demande formulée par la société SOLAMAT-MEREX, d'extension
de l'autorisation d'exploiter des activités de traitement des déchets industriels
dangereux et non dangereux au titre des installations classées pour la
protection de l'environnement au sein de son établissement de Fos-sur-mer

Décision n° : E20000069/13 du 25 novembre 2020
de Madame la Première vice-présidente du Tribunal Administratif de Marseille
&

Arrêté préfectoral portant ouverture et organisation de l'enquête publique,
établi par Monsieur le Préfet des Bouches du Rhône le 18 février 2021

Procès-verbal de synthèse

Ce rapport de synthèse est établi conformément à l'arrêté préfectoral du 18 février 2021 prescrivant l'enquête publique sur la demande formulée par la société SOLAMAT-MEREX, d'extension de l'autorisation d'exploiter des activités de traitement des déchets industriels dangereux et non dangereux au titre des installations classées pour la protection de l'environnement au sein de son établissement de Fos-sur-mer.

Il établit une synthèse des observations recueillies à l'issue des 32 jours d'ouverture de l'enquête. Ces observations ont été recueillies par les quatre moyens mis à disposition du public qui étaient sous deux formes :

- Dépôt sur registres « papier » disponibles, en mairie des villes concernées, à savoir :
 - à l'Hôtel de Ville , avenue René Cassin, 13270 Fos-sur-Mer
 - au Pôle Technique Municipal, 25 avenue Max Dormoy, 13230 Port-Saint-Louis-du-Rhône
- Dépôt numérique « numérique » accessible par internet
 - Dépôt sur le site internet <https://www.registre-dematerialise.fr/2326>
 - Envoi de courriel à l'adresse enquete-publique-2326@registre-dematerialise.fr

Consultation du dossier d'enquête

Le nombre de personnes ayant consulté les dossiers « papier » est inconnu dans la mesure où il n'y pas de comptage organisé. A notre connaissance et en présence du commissaire enquêteur, cinq personnes sont venues rencontrer le commissaire enquêteur pour échanger sur le dossier : aucune n'a déposé d'observations sur les registres « papier » mais certains ont fait part d'observations par les moyens numériques.

Le nombre de téléchargements des documents par voie électronique est :

1. Arrêté portant ouverture de l'enquête publique : 19 téléchargements
2. Avis d'enquête publique : 24 téléchargements
3. Résumé non technique : 70 téléchargements
4. Extrait de l'étude d'impact : 25 téléchargements
5. Dossier de DDAE : 24 téléchargements
6. Avis de la MRAe : 25 téléchargements
7. Mémoire en Réponse à l'avis MRAe: 54 téléchargements

Le dénombrement n'est pas significatif du nombre réel de personnes ayant examiné tout ou partie du dossier. En effet, un téléchargement peut suffire à une famille, à un groupement, à une association ... Toutefois, relativement à la population de 25000 habitants des 2 communes, le nombre de téléchargements est très faible.

Observations reçues

Les observations reçues sont au nombre de 35 (trente cinq):

- sur registre « papier » à Fos-sur-Mer : 0 (zéro)
- sur registre « papier » à Port-Saint-Louis-du-Rhône : 0 (zéro)
- sur le site internet : 26 (vingt six)
- par courriel : 9 (neuf)

Toutes les observations ont donc été adressées par voie électronique.

Elles sont numérotées dans leur ordre de réception sans distinction de la voie de transmission.

L'origine des observations est la suivante :

- 16 anonymes : n°3, 4, 6, 7, 8, 10, 11, 14, 15, 16, 17, 19, 20, 21, 25, 26,
- 8 personnes identifiées : n° 1, 2, 5, 13, 18, 31, 32, 35
- 9 associations ou groupements : n°9, 12, 22, 27, 28, 29, 30, 33, 34
- 1 délibération de Conseil Municipal : n°23
- 1 coupure de presse relatant les propos du Maire de Fos-sur-Mer : n°24

Quatre observations reprennent les mêmes éléments : les n°28, 29, 32, 34

Synthèse des observations et principaux questionnements

De ces observations on peut cerner les grandes problématiques liées à la demande d'extension de SOLAMAT-MEREX :

- le besoin de traiter plus de déchets industriels lié :
 - à une demande actuelle des industriels locaux
 - à un accroissement attendu des volumes régionaux (PRPGD)
- des préoccupations de la population sur :
 - la qualité actuelle de l'air qui est estimée déjà très dégradée
 - l'augmentation des rejets air (principalement) et eau
 - l'augmentation du trafic poids-lourds
 - une défiance dans le respect des prescriptions environnementales par les industriels
- le milieu associatif partagé entre plusieurs positions comme :
 - l'intérêt de l'incinération vis-à-vis d'autres solutions physico-chimiques, biotechnologiques, enfouissement, réduction à la source ...
 - le niveau d'augmentation de tonnage par rapport à la demande régionale qui fait craindre un afflux de déchets éloignés voire étrangers
 - la prise en compte des effets cumulatifs « cocktail »
 - la valorisation énergétique qui semble insuffisamment exploitée

On note que certaines observations anonymes sont vindicatives en relayant des rumeurs, alors que les associations font état de griefs et/ou de propositions avec une approche plus ou moins argumentée.

Précisions demandées au responsable du projet

1. Que deviennent les déchets que SOLAMAT-MEREX ne peut traiter en raison de la limitation de l'autorisation actuelle ?
2. Quelle serait la quantité de déchets produits sur le site si toutes les unités étaient à leur niveau d'autorisation actuel ? Quels seraient les devenir possibles de ces déchets s'ils n'étaient pas incinérés ?
3. Est-il réaliste de limiter l'approvisionnement des déchets à un territoire, en l'occurrence la région PACA et les territoires voisins ? Si oui, quelles en seraient les conséquences ?
4. Pourquoi créer une plateforme de stockage de terres polluées plutôt que d'être envoyé directement en traitement final ?
5. Quelle est l'augmentation du trafic poids-lourds entre la situation d'aujourd'hui et la situation future ? Quel est l'impact du trafic « Solamat-Merex » sur le réseau local compte tenu des activités voisines (terminal à conteneurs, entrepôts logistiques, usines ...) ?
6. L'utilisation du transport ferroviaire est-il possible ?
7. Quelle est la provenance prévue des citernes et hydro-cureurs qui seront lavés ? Quid des citernes de SPUR environnement ? Que deviendront les eaux de lavage ?
8. Quelles protections vis à vis des possibles poussières et écoulements de la plateforme de transit ?
9. Que deviennent les eaux de pluie ou de ruissellement sur les aires imperméabilisées du site ?
10. Comment sont réalisés les contrôles piézométriques ?
11. Quelles actions sont en cours pour mieux cerner l'effet « cocktail » des diverses pollutions locales ?
12. Est-il possible d'améliorer la valorisation énergétique ? Si oui comment ? Le chauffage urbain est-il envisageable ?
13. Y a-t-il des personnes atteintes de maladies professionnelles au sein du site ? Quel est le type de suivi médical des employés ?
14. Au cours des dernières années, y a-t-il eu des rejets (air, eau) dépassant les seuils autorisés ? Si oui, quels ont été les impacts et les mesures prises ?
15. Quelle est la consommation actuelle et projetée d'eau domestique ? Quel contrôle des fosses septiques ?

Le 30 avril 2021



Jacques MICHEL

Commissaire enquêteur

RAPPEL : Le maître d'ouvrage a 15 jours à réception de ce PV de synthèse pour formuler ses réponses ou apporter toutes autres précisions utiles

Mémoire en réponse du maître d'ouvrage

Mémoire de réponse aux questions du Commissaire Enquêteur

Extension d'autorisation de traitement de déchets industriels

E 20000069/13

1) Que deviennent les déchets que Solamat Merex ne peut traiter en raison de la limitation de l'autorisation actuelle ?

Les déchets non pris en charge par Solamat vont vers d'autres installations d'incinération hors PACA (la plus proche est située en région AURA au sud de Lyon) ou hors France, ou sont expédiés vers des installations de co-incinération (en cimenterie) avec les inconvénients que cela induit (cf. réponse à la question 2).

2) Quelle serait la quantité de déchets produits sur le site si toutes les unités étaient à leur niveau d'autorisation actuel ? Quels seraient les devenir possibles de ces déchets s'ils n'étaient pas incinérés ?

Compte-tenu de la limitation actuelle de tonnages en incinération, les unités annexes ne sont pas exploitées à leur capacité maximale autorisée. En effet, si elles étaient "saturées", les déchets internes qu'elles produiraient, s'ils étaient incinérés sur place, seraient à l'origine d'un dépassement des tonnages autorisés en incinération (60 000 tonnes/an).

Si les unités annexes de valorisation étaient "saturées" à leur capacité maximale autorisée, la production de déchets internes représenterait au global environ 16 000 tonnes par an (estimation sur la base des caractéristiques des déchets actuellement pris en charge sur ces filières de valorisation).

Le tonnage actuel de ces déchets internes, produits et incinérés sur place, est de 6000 tonnes/an.

Si Solamat Merex ne disposait pas de l'autorisation supplémentaire permettant d'incinérer sur place tous les déchets internes, deux possibilités se présenteraient :

- soit Solamat Merex ne prendrait pas ces déchets éligibles aux unités de valorisation. Les déchets en question (produits localement) devraient en conséquence être, soit orientés vers des unités comparables dans d'autres régions françaises ou dans d'autres pays européens, soit être traités en co-incinération en cimenterie dans les Bouches-du-Rhône ou en incinération dans d'autres régions (ex : Rhône-Alpes, Aquitaine, IDF, Hauts de France). Pour mémoire, les unités de co-incinération en cimenteries, contrairement aux installations spécialisées dans le traitement de Déchets Dangereux, ne disposent pas de systèmes de neutralisation et de traitement des polluants émis lors de la combustion des déchets.
- soit Solamat Merex prendrait ces déchets éligibles aux unités de valorisation jusqu'à leur capacité maximale autorisée et devrait dans ce cas réexpédier les déchets produits en interne vers les filières citées ci-dessus, ce qui aurait plusieurs conséquences potentiellement négatives :
 - augmentation du trafic PL et risque sécurité par l'expédition sur les routes de déchets dangereux
 - bilan énergétique moins favorable : des traitements alternatifs non alimentés en énergie fatale (donc consommation d'énergie fossiles)
 - augmentation des impacts environnementaux (émissions co-incinération)
 - risque que le coût global à supporter par le(s) producteur(s) pour envoyer leurs déchets vers une filière de valorisation matière ne soit plus économiquement compétitif en comparaison avec une expédition directe vers une filière de traitement par incinération ou co-incinération

Nota bene : le principal déchet pris en charge sur l'unité de valorisation des solvants (6324t sur les 7561t de solvants réceptionnés sur cette unité) est produit autour de l'étang de Berre, et est un déchet particulièrement complexe :

1. *il génère plus de 60% d'un déchet interne (culot de distillation) intransportable car nécessitant d'être brassé en permanence sous risque de figer, d'où l'intérêt de réaliser cette opération de valorisation au pied de l'incinérateur*

2. les unités de valorisation de solvants concurrentes (les plus proches étant situées en Rhône-Alpes et en Espagne) qui ont essayé de prendre en charge ce déchet n'ont pas été en mesure de proposer une solution au producteur du déchet initial du fait de la complexité de ce déchet
3. actuellement Solamat ne prend pas en charge la totalité des tonnages de ce déchet sur sa filière de valorisation car les déchets internes supplémentaires qui en résulteraient feraient dépasser l'autorisation actuelle en incinération. Les tonnages non valorisés par Solamat sont donc envoyés en co-incinération en cimenterie

Enfin, le Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD) de la région PACA de 2019, en sa page 293 - chapitre III-B-1-e) évalue l'augmentation des tonnages de déchets dangereux générés sur la région à 330 000 t/an supplémentaires à l'horizon 2031 (cette augmentation étant le résultat d'une politique volontariste pour retirer les déchets dangereux actuellement mélangés aux ordures ménagères pour les orienter vers les filières de valorisation/traitement adaptées).

EVOLUTION 2015-2031 DES QUANTITES REGIONALES DE DD

Les objectifs fixés par le PRPGD auront un impact important sur l'évolution des tonnages de Déchets Dangereux tant en terme de collecte que de valorisation.

L'objectif de traçabilité et de captage de ces déchets amènera à collecter séparativement à terme près de 330 000 t de déchets supplémentaires et ainsi retirer la totalité des déchets dangereux des déchets ménagers et assimilés. De fait les tonnages de Déchets Dangereux collectés augmenteront fortement, d'environ 67%, passant de 490 000 t à 820 000 t en 2031.

En terme de valorisation, les objectifs fixés par le Plan, orienteront de manière importante le flux de déchets vers les filières de valorisation (passer de 45% à 80% en 2025 puis 70 en 2031). Ainsi le flux de DD valorisés matière atteindra 575 000 t en 2031 contre seulement 223 000 t en 2015. La synthèse 2015 des principaux flux et filières de traitement de déchets (données de l'état des lieux) est illustrée sur le synoptique suivant.

La demande d'augmentation de Solamat permettrait de participer à la prise en charge d'une partie des ces 330000 t/an supplémentaires.

- 3) Est-il réaliste de limiter l'approvisionnement des déchets à un territoire, en l'occurrence de la région PACA et les territoires voisins ? Si oui, quelles en seraient les conséquences ?

Un principe réglementaire en matière de gestion des déchets est le principe de proximité (Code de l'Environnement livre V titre IV, chapitre 1 - article L541-1 "D'organiser le transport des déchets et de le limiter en distance et en volume selon un principe de proximité"). C'est-à-dire que si des solutions de traitement ou de valorisation adaptées à la nature du déchet existent dans la région du producteur, celles-ci doivent être privilégiées. Ceci explique en grande partie que Solamat reçoit 80% de déchets en provenance de PACA et des régions voisines (Occitanie et Rhône-Alpes).

Néanmoins, ce principe n'est pas toujours appliqué stricto-sensu, et des déchets produits localement peuvent être envoyés vers des filières plus éloignées (France ou étranger). Ainsi Solamat peut également recevoir des déchets produits dans d'autres régions françaises, ou d'autres pays européens. En effet, sur ces questions plusieurs paramètres sont à prendre en compte :

- La spécificité des activités de traitement et de valorisation des Déchets Dangereux est que toutes les régions françaises ne disposent pas des mêmes outils de valorisation ou de traitement, et les savoir-faire des opérateurs dans le domaine diffèrent également : pour exemple, les produits fortement chlorés ne sont pas pris sur les installations de Solamat car une solution de valorisation/traitement performante existe en région Rhône-Alpes - à contrario, Solamat dispose de l'expertise et des équipements permettant de traiter des déchets présentant des spécificités que d'autres régions ne maîtrisent pas : ex - déchets réactifs à l'eau ou à l'air

- Les producteurs de Déchets Dangereux sont avant tout des entreprises privées (industriels) qui souhaitent pouvoir bénéficier d'un contexte concurrentiel, et qui restent décisionnaires du choix des prestataires de valorisation et de traitement de leurs déchets dangereux. Leurs choix sont faits sur des critères techniques (capacité des installations à prendre leurs déchets), économiques (recherche ou non du plus bas prix, contrats nationaux ou internationaux pour certains groupes industriels) et environnementaux (performances épuratoires des installations). Leur choix final est donc la résultante de ces différents critères, et les statistiques officielles données dans le PRPGD PACA de 2019 montrent que les quantités de déchets dangereux produits en région PACA et expédiés hors région (France ou étranger) est équivalente aux quantités de déchets dangereux produits hors région PACA et expédiés vers la région PACA pour subir une valorisation ou un traitement. En résumé, il y a autant de déchets dangereux "exportés" de PACA et que de déchets dangereux "importés" en PACA.
 - Sur le plan technique, le principe recherché par Solamat est l'auto-combustion des déchets. C'est-à-dire la non utilisation de combustibles fossiles pour incinérer et détruire l'ensemble des déchets. Ce choix implique de disposer en permanence du "bon équilibre" entre déchets riches en calories et déchets pauvres en calories pour garantir le maintien de l'installation dans les conditions de températures nécessaires à une combustion efficace et complète des déchets ("ni trop chaud, ni trop froid" c'est à dire entre 850°C et 1100°C). La région PACA étant une région à dominante industrielle Pétrochimique et Chimique, les déchets produits localement sont majoritairement riches en calories. Il est donc nécessaire de contrebalancer cet excédent de calories par l'apport de déchets peu caloriques. C'est pourquoi, depuis son origine Solamat est autorisée à importer des déchets à hauteur de 20 % de son tonnage global (la moyenne depuis 1993 est de 10%, et le maximum atteint a été de 13%), et le fait essentiellement depuis l'Italie (pays particulièrement déficitaire en outils de traitement de déchets dangereux) avec des effluents aqueux (déchets non caloriques). Ces importations de déchets peu caloriques depuis l'Italie sont réalisées conformément à la réglementation européenne en la matière, et bénéficie de l'autorisation, pour chaque flux individuel de déchet importé, des autorités Italiennes et Française (Dreal).
- 4) Pourquoi créer une plate-forme de stockage de terres polluées plutôt que d'aller directement en traitement final ?
- Quand une pollution accidentelle des sols survient, il est nécessaire d'une part, que les terres contaminées soient le plus rapidement évacuées du site pour éviter une diffusion de la pollution vers les nappes phréatiques, et d'autre part, de pouvoir orienter ces terres vers le ou les exutoires les plus adaptés au type et à la quantité de pollution contenue.
- Solamat souhaite pouvoir disposer d'une aire tampon de réception et de stockage temporaire de ces terres car :
- L'unité d'incinération ne permet pas de traiter plus de 20 à 40 tonnes/jour de terres, ce qui représente au maximum 1 à 2 camions/jour. La plateforme permettra de prendre en charge rapidement un maximum de terres, de les stocker en sécurité, puis de les incinérer au rythme compatible avec les possibilités de l'outil
 - Ce stockage tampon permettra également d'analyser les terres et donc potentiellement de ré-expédier celles éligibles à des traitements plus adaptés : traitement biologique en biocentre, stockage en Centre de Stockage de Déchets Ultimes (CSDU), désorption thermique; et ainsi de ne traiter en incinération que les terres dont les caractéristiques de pollution le justifient.
- 5) Quelle est l'augmentation du trafic poids lourds entre la situation d'aujourd'hui et la situation future ? quel est l'impact du trafic S*M sur le réseau local compte tenu des activités voisines (terminal à conteneurs, entrepôts logistiques, usines...) ?
- Entre la situation actuelle (80 000 t/an) et celle du projet à 130 000 t/an, le trafic journalier augmenterait de 15 poids lourds (PL) par jour (cf les données transmises pendant l'EP).

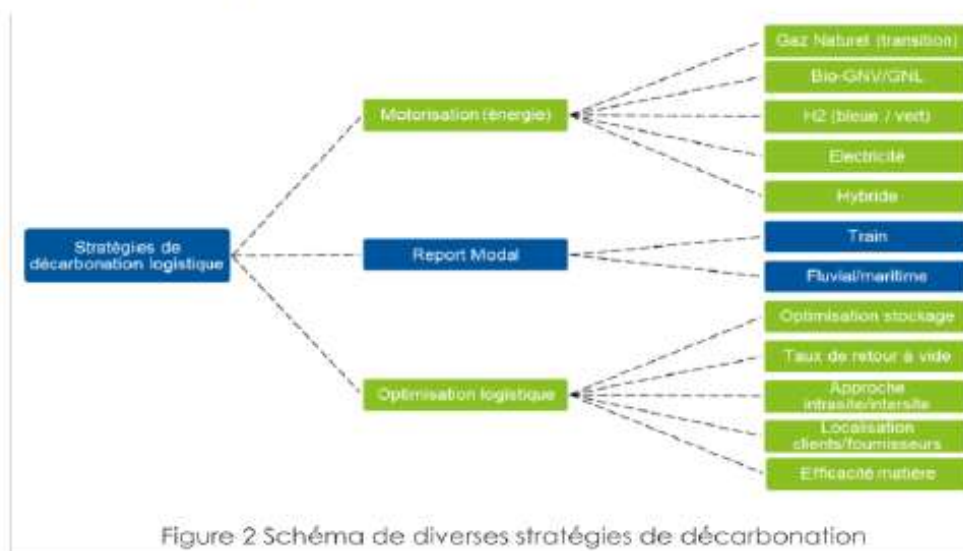
Ces chiffres sont à comparer avec :

La plupart des clients de Solamat n'ont pas d'ITE. Ils devraient donc utiliser le transport rail-route. La marchandise est chargée dans une Unité de Transport Intermodal (UTI) (conteneur, caisse mobile...) chez l'expéditeur. L'UTI est transportée par camion jusqu'à un terminal rail-route où elle est transbordée sur un wagon. Un train assure le déplacement de longue distance jusqu'à un second terminal puis l'UTI est conduite par route jusqu'au destinataire. Cette solution n'existe aujourd'hui que sur les axes principaux où les flux permettent d'avoir des trains bien remplis et fréquents pour obtenir un coût et un temps comparables à ceux de la route. Les dessertes routières totalisent souvent plus de la moitié du coût total. A cela s'ajoute la problématique des corridors (voir carte page 60 dans l'étude citée ci-dessous) qui rallonge les parcours et les transferts de wagons augmentant les coûts et les délais (cas Italie/sud de la France).

- Les déchets sont des matières dangereuses dont les conditions de stockage et de transport doivent respecter des règles strictes. De plus, les déchets sont produits en quantités limitées, ainsi il n'est pas possible de pouvoir constituer un train entier bien rempli au départ de l'expéditeur jusqu'au destinataire et ainsi d'obtenir les meilleurs coûts et délais.
- Le bilan des transports par fret met en exergue que les marchandises transportées ne sont pas des déchets, confirmant les problématiques techniques évoqués ci-dessus. Cf. page 21 de l'Étude https://www.autorite-transport.fr/wp-content/uploads/2020/01/bilan_marche_ferroviaire_marchandises_2018_vf-1.pdf
- Une analyse de vérification de la conformité des déchets est faite à chaque réception de déchet : lors d'une non-conformité sur un déchet réceptionné en camion, le camion est soit retourné au producteur, soit réorienté vers un autre centre de traitement. Cette souplesse immédiate liée au transport routier ne serait pas possible dans le cas d'un transport ferroviaire. Le déchet concerné devrait être stocké plusieurs jours en wagon en attente de sa réexpédition. Se poseraient alors les questions du lieu d'entreposage de ce wagon (sur site ? hors site ?) et de la responsabilité réglementaire de son stockage vis-à-vis du risque engendré.

Le transport par route reste le mode adapté à l'activité de Solamat. C'est pourquoi Solamat participe à l'étude de décarbonation logistique lancée cette année sur la plateforme PIICTO. L'idée est, pour ce mode de transport, d'essayer de passer à des PL alimentés en GPL voire dans quelques années en Hydrogène, afin d'effacer une partie de la pollution liée au transport PL actuel.

Le schéma ci-dessous présente synthétiquement la démarche suivie par PIICTO.



1. d'une part, le trafic PL actuel : Les données disponibles ne précisent le % de PL que pour la RN568 en amont de l'A55. Pour les autres points, les données de comptage ne donnent des comptages qu'en véhicules totaux (VL+PL).

Ainsi, il est possible de quantifier l'impact de SOLAMAT au regard de la circulation totale sur les voies routières et éventuellement de préciser l'impact sur le trafic de poids lourds, avec l'hypothèse d'une proportion comparable entre le pourcentage moyen sur la N568 en amont de l'A55 et les routes nationales et départementales voisines.

N° Point	1	2	3	4	5
Axe routier	A55	N568			D268
Trafic existant en 2019 (véh/j) (TMJA)	55 531 véh/j	30 156 véh/j	35 274 véh/j	48 694 véh/j dont 13,5% de poids lourds	13 297 véh/j
Estimation PL/jour avec même hypothèse de proportion que le point 4 de la N568	7 497	4 071	4 762	6 574	1 795

2. d'autre part, les augmentations de trafic PL inhérents aux autres projets en cours sur la zone :

- Projet VIRTUO Port Saint Louis du Rhône 1 et 2 : +300 PL/jour
- Projet VELIO Port Saint Louis du Rhône : +300 PL/jour
- Projet WLIFE Port Saint Louis du Rhône : +150 PL/jour
- Projet Knauf Fos-Sur-Mer : +100 PL/jour
- TOTAL des autres Projets en cours : +850 PL/jour
- TOTAL tous projets en cours : +865 PL/jour (yc projet de Solamat)

L'impact trafic PL du projet de Solamat représente donc :

- 0,2% du trafic PL actuel sur l'A55
- 0,23 à 0,37% du trafic PL sur la RN568
- 0,83% du trafic PL sur la RD268
- 1,73% du trafic PL de tous les projets en cours sur la zone

Il reste donc très faible. Malgré cela, Solamat engage des actions sur ce sujet (cf réponse question 6).

6) L'utilisation du transport ferroviaire est-elle possible ?

Depuis son origine le site est équipé d'un embranchement ferroviaire permettant de réceptionner des déchets en wagon. Ceci dit, force est de constater que le transport ferroviaire n'est pas adapté à l'activité de Solamat, pour plusieurs raisons :

- Les clients de Solamat sont essentiellement locaux : le transport ferroviaire ne se justifie que sur des transports longues distances. A titre d'exemple, la seule demande de réception de déchets en wagon faite auprès de Solamat depuis son origine concernait des déchets venant des pays nordiques. Certains des clients de Solamat possèdent des Installations Terminales Embranchées (ITE) mais ne génèrent que des petits volumes d'activité. Nous sommes dans le cas du wagon isolé. Les wagons sont chargés chez l'expéditeur et déchargés chez le destinataire quand ce dernier est raccordé au réseau. L'acheminement comprend alors au moins cinq étapes. Une desserte locale pour conduire les wagons en gare de triage. Un tri pour réunir les wagons ayant leurs destinations dans la même région. Un transport de longue distance par train entier. Puis un tri et une livraison des wagons vers chacun des destinataires. Cette organisation permet d'obtenir de bons résultats sur le parcours de longue distance mais les étapes de tris et les dessertes locales sont souvent coûteuses. La prestation devient trop chère et ce transport prend du temps avec des risques potentiels selon le type de déchet.

7) Quelle est la provenance prévue des citernes et hydro-cureurs qui seront lavés ? Quid des citernes de Spur Environnement ? Que deviendront les eaux de lavage ?

Les citernes et les hydro-cureurs qui bénéficieront de l'aire de lavage sont ceux qui viennent habituellement livrer des déchets sur le site de Solamat Merex et qui sont actuellement obligés de repartir non lavés.

Ce service permettra d'éviter des allers-retours pour les véhicules qui rechargent localement sur la zone industrielle, et qui sont actuellement obligés de se rendre dans des stations de lavage externes dont la plus proche se situe à Martigues (58 Km aller-retour). Par ailleurs, le lavage des citernes permet de s'assurer que les exigences de sécurité dans les opérations de transport sont bien respectées et d'éviter un risque de réactions dangereuses pouvant survenir entre les différents chargements. Cette prestation que Solamat souhaite proposer œuvre donc vers une diminution des risques liés au transport des Matières Dangereuses.

Pour le cas spécifique de la société Spur Environnement, cette dernière ne possède qu'une citerne sur une flotte de 21 poids lourds et bénéficiera au même titre que les autres sociétés livrant des déchets, des services de l'aire de lavage. Pour être complet sur le sujet, cette citerne n'est que rarement nettoyée en station de lavage car elle est exclusivement dédiée à la collecte de déchets (contrairement à de nombreuses citernes livrant sur Solamat, qui peuvent indifféremment transporter des déchets ou des matières premières). En 2020, la citerne de Spur Environnement n'a fait l'objet de que 6 opérations de lavage en station de lavage.

Les eaux de lavage qui seront générées sur la station de lavage seront traitées en interne. Selon la nature des déchets contenus dans les citernes, les eaux seront soit orientées vers la filière d'évapo-condensation (en priorité si cela est possible), soit vers la filière d'incinération si la nature du déchet livré le justifie, ce qui explique pour partie la nécessité de disposer de tonnages supplémentaires en incinération.

Remarque : il est à noter que les stations de lavage classiques (comme celles existant dans la région) ne disposent que de traitements physico-chimiques des eaux de lavage, qui ne sont pas en mesure de garantir la bonne dépollution de toutes les matières et polluants chimiques solubles contenues dans les eaux de lavage.

8) Quelles protections vis à vis des possibles poussières et écoulements de la plateforme de transit ?

Les poussières et écoulements de la plateforme seront canalisés et récupérés. En effet, il est prévu que cette plateforme soit composée d'une dalle béton étanche, couverte et fermée sur 3 côtés, et qu'elle dispose d'un système de récupération des égouttures : caniveau, puisard, pompe de relevage, ...

9) Que deviennent les eaux de pluie ou de ruissellements sur les aires imperméabilisées du site ?

Les eaux de pluie et les eaux de ruissellement sont récupérées par le biais de caniveaux et sont orientées vers un bassin de confinement appelé bassin d'orage dont la capacité de 2660m³ permet de récupérer la totalité d'un orage décennal. Ces eaux sont ensuite reprises et recyclées dans le process ou rejetées en Darse 1 après analyse de leur conformité selon les paramètres définis dans l'arrêté préfectoral d'exploitation.

10) Comment sont réalisés les contrôles piézométriques ?

Le site est sur une nappe saline qui suit le mouvement des marées. Il n'y a pas à proprement parler d'écoulement de nappe et donc pas de sens d'écoulement fixe. L'usage est qu'un site industriel possède un minimum de 3 piézomètres, ce qui est le cas pour Solamat Merex. Par ailleurs, la nappe souterraine étant saline, elle n'est pas exploitée pour un usage d'eau potable et présente donc une vulnérabilité très faible.

Les piézomètres présents sur site sont suivis annuellement par autosurveillance conformément aux prescriptions de l'arrêté préfectoral en vigueur selon les paramètres suivants : pH, potentiel d'oxydo-réduction, résistivité et Carbone Organique Total. Les résultats de ces analyses sont transmis à la DREAL par le biais des rapports mensuels d'autosurveillance. Ils sont également présentés (comme l'ensemble de tous les autres contrôles) en Commission de Suivi de Site.

11) Quelles actions sont en cours pour mieux cerner les effets cocktails ?

Sollicités sur le sujet, ATMOSUD et ATMO Aura indiquent que la connaissance de la communauté scientifique sur le sujet des effets cocktail dans l'air (existence et compréhension) est extrêmement faible.

Ci-dessous, le mail de réponse d'AtmoSud concernant le sujet :

De : Sébastien Mathiot <sebastien.mathiot@atmosud.org>

Date: mer. 23 avr. 2021 à 17:28

Subject: RE: extension Solamat Fos

To: RAMONBORDES, Céline <celine.ramonbordes@atmosud.org>

Cc: Frédéric RAVEL <frédéric.ravel@atmosud.org>

Bonjour,

Pour faire suite à notre conversation téléphonique de ce matin et être tout plus sûr, je vous apporte ci-joint quatre éléments de réponses :

... des études en cours sur l'impact à long terme de la pollution. Pour ce qui est de vos études sur les PLP et CDM et d'y avoir à votre connaissance d'autres modes d'engagements

Il ne s'agit pas de nos observations PLP et CDM et je pense tout bien évident que la phrase ci-dessous (dans l'AM.PSTI) peut faire référence à l'APC concernant les Déchets Industriels, qui il me semble demande des mesures évaluer notamment de l'ex de mettre en place un dispositif de surveillance une méthode harmonisée ...

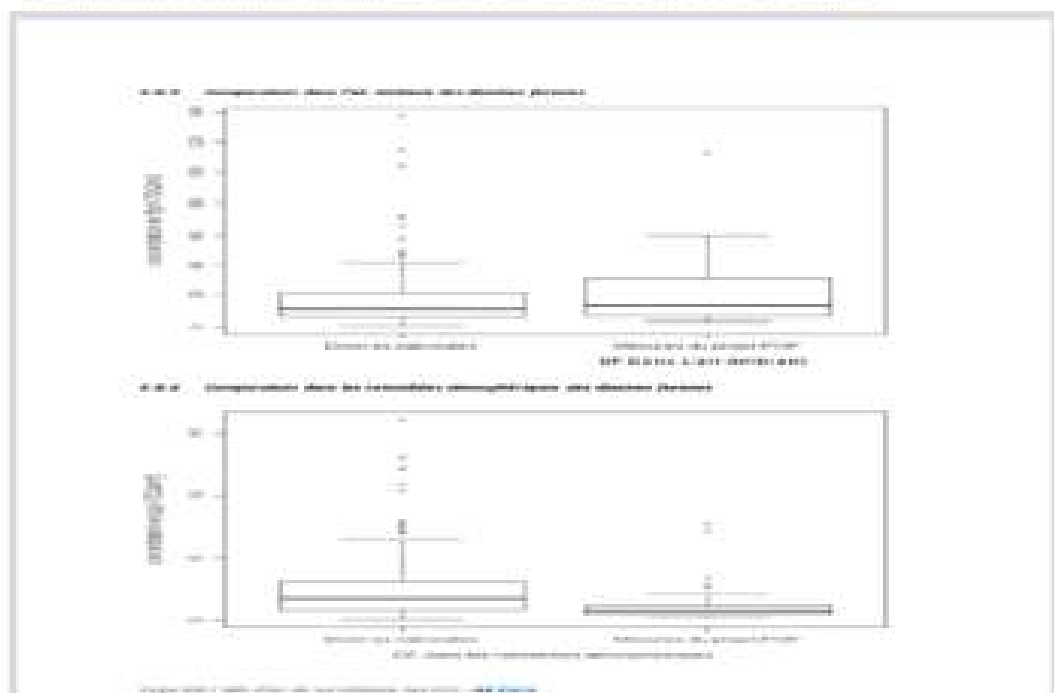
Pour ce sujet vous avez des informations à partager concernant l'existence de cela, AtmoSud se tient prêt à proposer votre concours.

Dans un contexte où l'ensemble des partenaires publics s'engagent pour disposer d'outils fiables afin de mesurer les impacts des pollutions industrielles, la mise en œuvre de ce projet semble prématurée au regard des actions actuellement engagées pour connaître les impacts à long terme sur les populations et sur l'environnement.

Sur le sujet de la connaissance des impacts de la pollution sur la santé des populations dans le territoire, AtmoSud se mobilise sur le sujet à partir de notre étude Sussan avec nos partenaires ARS et OREAL. Cette mise à jour demande selon toute vraisemblance mettre en lumière une situation sanitaire entre 2003 et 2013 en lien avec le faible contenu des émissions et notamment industrielles et la faible connaissance des niveaux dans les territoires en CDM, SO2, PM et NOx notamment.

Sur le sujet d'évaluer pour mieux effectuer des mesures qui début de 2013 (1 km d'agglomération) qui ne représentent pas une situation locale dégradée par rapport aux observations nationales. Sur ces composés il me semble que les effets sont sur une base pas augmentée ces dernières années.

https://www.atmosud.org/sites/default/files/2021-04/PCA_report_PLP_2020_beta.pdf



Enfin sur les effets cumulés, il y a bien eu et il y a des études qui se lancent dans le champ de la recherche mais dont personnellement, on peut à ce stade dire si elles aboutiront et à quelles dates des résultats sont attendus.

On garde à l'esprit, en échange à mettre en place autour de nos modules PMF à l'extérieur qui nous montrent que le point de vue méthode et moyens mis en oeuvre. On opportunités des éléments à partager sur ce qui nous concerne sur ce thème des AIR notamment avec l'avis entendu à notre ET affiné sur les éléments relatifs à Port St Louis, Port du Rhodan.

Cordialement,



Sébastien Mathis

Chargé d'actions territoriales (Département de l'Ain) (Thématiques : Industries et zones économiques) à Département Ain

✉ sebastien.mathis@atmosud.org

☎ 01 42 13 01 17

📠 06 80 08 73 87

Rue de la Vierge

10200 Montignieu

Par ailleurs, Solamat est particulièrement proactive dans la connaissance et la mesure de ses impacts.

Pour cela, elle dispose de données dont seules les installations d'incinération ont l'obligation de disposer :

- **Analyses des polluants en continu** (HCl, SO₂, NOX, CO, Poussières, COT, température, O₂, humidité) : il s'agit des paramètres qui conduisent l'installation d'incinération, et qui sont mesurés et enregistrés en continu. Solamat dispose d'un analyseur maître et d'un analyseur redondant qui prend le relais en cas de panne du maître. Si les deux analyseurs tombent en panne, l'installation s'arrête automatiquement. Les analyseurs sont étalonnés annuellement par un organisme agréé, et les rejets sont également contrôlés par un organisme extérieur tous les semestres et comparés à l'auto-surveillance du site.
- **Analyse en semi-continu des dioxines** : mesure par mise en place de cartouches analysées mensuellement par un organisme extérieur.
- **Bio-surveillance des dioxines et des métaux** par la technique des lichens réalisée par un organisme extérieur, expert auprès des tribunaux. Elle permet d'évaluer sur toute l'année si l'activité de Solamat a un impact à l'extérieur du site. Aucune pollution émise par Solamat sur ces composés n'a été trouvée depuis que la bio-surveillance est réalisée, c'est-à-dire depuis 2005.

Conscient de la nécessité d'aller toujours plus loin dans les évaluations environnementales sans avoir besoin que cela lui soit imposé, Solamat a également fait réaliser en 2018, une analyse des Particules Ultra-Fines par un organisme agréé et spécialisé, dont voici la conclusion :



Rapport C7624-13-0118 – confidentiel

Page 20/20

9. Conclusion

Les résultats obtenus mettent en évidence des simulations très satisfaisantes, voire faibles, en terme de concentrations maximales contre de concentrations minimales. Ils sont comparables à ceux relevés par le CERTAM sur les autres sites du groupe SARP et se situent dans la fourchette basse, toutes industries confondues.

Les niveaux relevés correspondent en moyenne à environ 10 fois la concentration relative du fond normalement relevée en un endroit pour la saison et 4 à 5 fois cette même concentration pour le weekend. Ce comparatif est justement indicatif et ne préjuge aucunement de la toxicité ou non des éléments mesurés à l'atmosphère.

La quasi absence de particules de forte taille, sur les granulomètres, est concordante avec les résultats de TSPC (2320).

De même, les résultats de TSPC (2320) sont concordants avec les relevés mensuels de la microbalaise TUCOM, bien que non relevés sur la même période (24 heures d'intervalle).

En usage de cette étude, nous avons pu voir que la concentration particulaires ambiantes (au maximum) est parfois très élevée sur le site, notamment en conditions de vent ou – nord/est. Ceci est évidemment sans lien avec les émissions de la chimie étudiée et est très certainement lié au ventage industriel.

Dès le mois de juin 2021, Solamat intégrera le projet DIAMS. Pour rappel, DIAMS est un projet multi-partenarial soutenu par le Fonds FEDER (Urban Innovative Actions), à hauteur de 4,8 M€ pour la période 2019-2022, coordonné par la Métropole Aix-Marseille Provence, ayant pour vocation de développer et structurer une plateforme de données relatives à la qualité de l'air.

Dans le cadre de ce projet, la Métropole Aix-Marseille Provence et ses partenaires ont sollicité les industriels de la plateforme PICTO car ils souhaitaient s'appuyer dans le cadre de ce projet de recherche appliquée sur un espace d'expérimentation et la plateforme PICTO représente pour eux un espace idéal pour travailler sur des données sources d'industriels.

Projet DIAMS (Digital Alliance for Aix-Marseille Sciences)

Fonds FEDER (Urban Innovative Actions) : 4,8 M€ pour 2019-2023

Plateforme d'échange de données sur la qualité de l'air

Sur PICCO :

- Proposer un nouveau service sur la qualité de l'air pour les industriels de la plateforme
- Echanger des données environnementales pour une meilleure modélisation de la qualité de l'air
- Évaluer l'impact (environnemental) des activités/projets à chaque étape de la conception
- Montrer les impacts positifs sur la qualité de l'air (stockage) avec une vision multiacteurs innovante

Développement d'un jeu de données numériques de la plateforme :




Déploiement d'outils d'analyse, de modélisation et de cartographie :





Planning 2021 :

Identification des industriels utiles à partager

Signature accords de confidentialité
 Construction périmètre de travail (temporel, spatial)

Recopier les données nécessaires à disposition
 Construction des modèles
 Travail sur le périmètre d'étude
 Données et modélisation

Validation par PICCO




Focus sur le projet DIAMS (1/3)

LE CONTEXTE - LES OBJECTIFS


- Fond FEDER – Urban Innovative Actions (UIA) : 2019-2022 / 4,8 millions d’euros
- Produire/collecter des données
- Fournir des informations personnalisées
- Fluidifier la circulation et le partage de ces données
- Co-développer et mettre en place des solutions innovantes

DIAMS est une plateforme d'échange de données alimentée par de nouvelles données collectées sur la qualité de l'air, associée à des services numériques et développée en mode agile à travers un programme d'engagement.


LE PARTENARIAT




LE MINISTRE DE LA TRANSITION ÉCART




LE DÉPARTEMENT DE LA SEINE-SAINT-DENIS




LE DÉPARTEMENT DE LA SEINE-SAINT-DENIS




LE DÉPARTEMENT DE LA SEINE-SAINT-DENIS




LE MINISTRE DE LA TRANSITION ÉCART



LE DÉPARTEMENT DE LA SEINE-SAINT-DENIS



LE DÉPARTEMENT DE LA SEINE-SAINT-DENIS



LE DÉPARTEMENT DE LA SEINE-SAINT-DENIS

sur site. Le seul moyen de l'améliorer est de "saturer" ces unités de valorisation afin de consommer encore plus de vapeur au profit de la valorisation d'autres déchets.

- la partie restante et non utilisée sur les unités de valorisation, est transformée en électricité par passage sur un turbo-alternateur : cela permet au site d'être autosuffisant en électricité et de générer un excédent d'électricité qui est ensuite injecté sur le réseau public

En plus de cette valorisation de la vapeur produite, Solamat travaille depuis de nombreuses années à l'amélioration de sa performance énergétique. Le site est d'ailleurs certifié ISO 50001 depuis 2013.

Le site reste néanmoins un "petit" producteur de vapeur (12t/h de vapeur excédentaire), ce qui ne permet pas d'envisager la mise en place d'un réseau de chaleur alimentant la ville de Port-Saint-Louis (trop éloignée du site et ne disposant pas de réseau de chaleur). Enfin, les coûts de mise en place de ce pipe vapeur rendraient le projet économiquement irréalisable (pour exemple un réseau de 4kms de longueur coûte environ 26M€)

Par contre, il est actuellement à l'étude la réalisation d'un réseau vapeur sur la plateforme PICTO qui reliait les industriels producteurs de vapeur (dont fait partie Solamat) aux industriels consommateurs de vapeur. Cela permettrait à ces derniers de diminuer leurs consommations d'énergies fossiles.



13) Y a-t-il des personnes atteintes de maladies professionnelles au sein du site ? Quel est le type de suivi médical des employés ?

Il n'y a jamais eu de maladies professionnelles déclarées au sein du personnel de Solamat Merex, que ce soit sur le site de Fos sur Mer ou le site de Rognac.

L'ensemble du personnel exploitation du site, c'est-à-dire tout le personnel, exceptées deux personnes ayant uniquement des fonctions administratives, est sous surveillance individuelle renforcée (SIR). Le suivi individuel renforcé concerne tous les salariés exposés à des risques particuliers mais concerne également les salariés affectés à un examen d'aptitude spécifique (conduite de certains équipements de travail, habilitations électriques, etc...). Une visite médicale est réalisée par le médecin du travail à l'embauche et tous les deux ans. A cette occasion, des examens d'urine et de sang sont réalisés.

La liste du personnel en surveillance individuelle renforcée est validée chaque année avec les services de médecine du travail et présentée en CSSCT.

Par ailleurs, un suivi annuel de l'exposition aux agents chimiques dangereux est effectué par un organisme indépendant concernant une trentaine de molécules sur 5 groupes d'exposition homogène (GEH) représentant l'intégralité du personnel présent sur site. Les résultats sont présentés annuellement en CSSCT, en présence de la Médecine du Travail, de l'Inspection du Travail, et des représentants du personnel. Les résultats sont également mis à disposition de l'ensemble du personnel. Ils sont tous largement inférieurs aux valeurs limites d'exposition professionnelles (VLEP).

14) Au cours des dernières années, y a-t-il eu des rejets (air, eau) dépassant les seuils autorisés ? Si oui, quels ont été les impacts et les mesures prises ?

Solamat n'a connu qu'un seul dépassement de seuil autorisé. Il concernait le paramètre dioxine sur la période d'octobre 2006 à mars 2007. A cette époque, les analyses n'étaient pas encore réalisées en semi-continues, mais étaient réalisées semestriellement sur 6 heures de prélèvement (ce qui explique la compréhension tardive de l'existence du problème). Plus précisément, les valeurs lors de cet événement étaient :

- Une mesure ponctuelle en octobre 2006 à 0.212 ng/Nm3, et une en décembre 2006 à 0.262 ng/Nm3 (Procès verbal DRIRE n°178)
- Une mesure effectuée en février 2007 par deux organismes différents l'un trouvant 0.335 ng/Nm3 et l'autre 0.23 ng/Nm3 (Procès verbal DRIRE n°278)

La norme était à l'époque (et est toujours jusqu'en 2023) de 0,1 ng/Nm3.

Le dysfonctionnement a duré 6 mois et portait sur un dépassement de 2,1 à 3,3 fois la norme, et non 200 fois la norme pendant 1 an comme la rumeur le prétend.

Actions engagées entre 2006 et 2007 :

- limitation immédiate de la réception des déchets industriels et réduction de l'allure de fonctionnement de 30% jusqu'à ce que la situation ait été réglée
- organisation de campagnes de prélèvement et de mesures sur les parties amont du laveur (sortie du filtre à manches) et aval du laveur (émissions à la cheminée) réalisées par un organisme extérieur
- mise en place d'un suivi dans l'environnement sur un bio-indicateur. Ce suivi, réalisé sur des lichens a montré qu'il n'y avait pas eu d'impact mesurable sur l'environnement
- modifications de l'installation par une série d'investissements : changement du laveur source du problème (phénomène de relargage) et ajout d'un étage supplémentaire de traitement des dioxines (anneaux imprégnés de charbon actif dans le dévésiculeur en aval du laveur et en amont de la cheminée).

Les mesures de dioxines sont revenues inférieures à la norme en avril 2007 et depuis il n'y a eu aucun autre dépassement. Les valeurs actuelles sont environ 25 fois inférieures à la norme (0,004 ng/Nm3 pour une norme à 0,1 ng/Nm3).

15) Quelle est la consommation actuelle et projetée d'eau domestique ? Quel contrôle des fosses septiques ?

L'eau potable fournie par le GPMM est utilisée sur le site de Solamat Merex pour :

- la production d'eau déminéralisée
- L'appoint de la réserve incendie (pour pallier l'évaporation)
- les eaux domestiques (sanitaires, douches des vestiaires, lave-vaisselle)

La consommation annuelle en eau potable a été en 2020 de 20 225m³.

La consommation pour la fabrication d'eau déminéralisée a été de 14 358 m³. Il n'existe pas de compteur interne permettant de connaître la répartition des 5 867 m³ restants entre la réserve incendie et les eaux domestiques.

La consommation moyenne d'une personne est de 150 l/jour, si on retire la consommation d'eau liée aux lessives/arrosages jardin/lavages voiture, chaque employé consomme de l'ordre de 100 litres par jour.

Le nombre total de salariés de Solamat Fos est de 42 mais la proportion de personnels postés fait qu'en réalité le nombre de personnes présentes par jour sur site (de 8h à 17h) est en moyenne de 25 personnes, le reste du temps (nuits et we) l'effectif sur site n'est que de 2 personnes.

Le nombre d'heures travaillées a été de 60 197.28 heures.

On peut donc estimer que la consommation annuelle en eau domestique représente actuellement entre 250 m³ et 482m³ (selon que l'on estime que les 100l sont comptabilisées sur 12h ou 24h).

La consommation future devrait donc être de l'ordre de 300 à 578 m³ par an

Le site possède 3 fosses septiques (situées au niveau du poste de garde, du laboratoire et de la salle de contrôle).

L'entretien et la vérification de fonctionnement des 3 fosses septiques est effectué selon les modalités définies dans l'arrêté du 7 septembre 2009 fixant les prescriptions techniques applicables aux installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO5.

Des contrôles pourront éventuellement être effectués sur demande de la commune ou de l'ARS selon les modalités définies dans l'arrêté du 27 avril 2012 relatif aux modalités de l'exécution de la mission de contrôle des installations d'assainissement non collectif.